



LE BIOALIMENTAIRE ÉCONOMIQUE

BILAN DE L'ANNÉE 2017



AVANT-PROPOS

Le bioalimentaire économique — Bilan de l'année 2017 offre un portrait de l'industrie bioalimentaire du Québec ainsi qu'un aperçu de la conjoncture économique mondiale pour l'année 2017.

Les événements retenus illustrent la performance de chacun des maillons de la filière bioalimentaire, soit l'agriculture et les pêches, la transformation, le commerce de détail et la restauration. Ce bilan contient également une analyse des principaux facteurs sous-jacents à cette performance, c'est-à-dire la conjoncture économique, l'évolution de la demande intérieure et la dynamique des échanges internationaux.

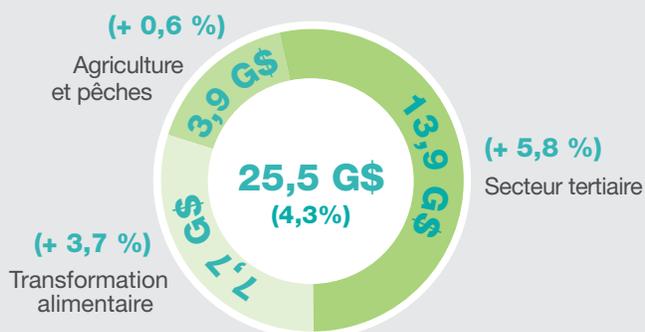
SOMMAIRE DU BILAN

1	LES CHIFFRES CLÉS ET L'ÉVOLUTION GLOBALE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2017	7
2	LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE	11
2.1	LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE	11
2.2	LA CONJONCTURE AGROALIMENTAIRE	14
3	LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS ET LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS	19
3.1	LA DEMANDE ALIMENTAIRE	20
3.1.1	LE COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE	20
3.1.2	LA RESTAURATION	22
3.2	LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS	24
4	L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX	27
4.1	LES MARCHÉS EXTÉRIEURS	28
5	LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS	33
6	LES PÊCHES ET L'AQUACULTURE	39
7	L'AGRICULTURE	43
8	LA CONCLUSION D'ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE AU COURS DE LA PÉRIODE 2017-2018	49
8.1	LA CONCLUSION ET LA MISE EN ŒUVRE D'ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE AU COURS DE L'ANNÉE 2017-2018	49
8.2	LES NÉGOCIATIONS EN COURS	50
8.3	LES ACTIVITÉS EXPLORATOIRES	51
8.4	LES LITIGES	51
	ANNEXES	52



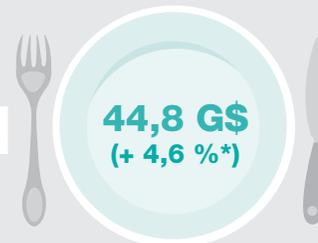
1 LES CHIFFRES CLÉS ET L'ÉVOLUTION GLOBALE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2017

PIB BIOALIMENTAIRE



53 % Part des produits consommés provenant des fournisseurs du Québec

DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC



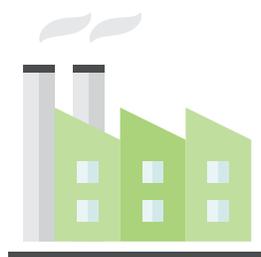
28 G\$ (+ 3 %) Ventes dans le commerce alimentaire de détail

16 G\$ (+ 7 %) Ventes des services alimentaires (HRI)

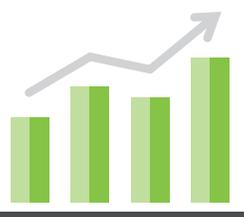


0,1 % Hausse des prix à la consommation des boissons alcoolisées

0,3 % Hausse des prix à la consommation des aliments et boissons non alcoolisées



80 000
Entreprises



1,7 G\$ (- 2,7 %)
Investissements



509 344 (+ 2,3 %)
Emplois

(11 477 nouveaux emplois ajoutés)



8,5 G\$ (+ 1,6 %) Recettes monétaires agricoles du marché

8,8 G\$ (+ 1,0 %) Recettes monétaires agricoles totales



29,1 G\$ (+ 4,3 %)
Livraisons manufacturières

* : Progression par rapport à 2016.

Note : Dans ce document, le symbole k\$ signifie « milliers de dollars », le symbole M\$, « millions de dollars » et le symbole G\$, « milliards de dollars ».

UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE MONDIALE QUI FAVORISE LA CROISSANCE

- En 2017, l'économie mondiale reprend de la vigueur après la faible croissance de 3,2 % observée l'année précédente, son rythme le plus bas depuis la crise financière de 2008-2009. Elle remonte ainsi à 3,8 %, un sommet depuis 6 ans.
- Un premier élément instigateur de la reprise mondiale est l'expansion économique des pays les plus avancés, où le produit intérieur brut (PIB) croît de 2,3 %, une expansion bien supérieure à celle de l'année précédente (1,7 %). Le raffermissement des activités aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon est à l'origine de ce redressement.
- Le Canada et le Québec profitent de cet élan et de l'augmentation des dépenses des ménages pour atteindre une croissance notable de plus de 3 % en 2017.
- Le regain mondial est aussi tributaire des économies émergentes et en développement. La tendance à la baisse des taux de croissance des pays émergents et en développement, qui se perpétue depuis le début des années 2010, s'interrompt finalement en 2017. Le taux atteint, soit 4,8 %, est plus du double de celui des économies développées.

UN SECTEUR BIOALIMENTAIRE QUI DEMEURE VIGOUREUX

- Le secteur bioalimentaire se démarque de nouveau avec une croissance du PIB bioalimentaire de 4,3 % en 2017. Cette croissance est supérieure à celle de 3,1 % observée pour l'économie du Québec, qui est tout de même appréciable. Depuis 2015, le PIB bioalimentaire du Québec s'est accru de 10,0 %, ce qui est exceptionnel. En comparaison, entre 2007 et 2015, l'augmentation totale a été de 5,7 %.
- La vigueur du secteur bioalimentaire est bien présente dans le secteur tertiaire (5,8 %) (section 3) et celui de la transformation des aliments et des boissons (3,7 %) (section 5). Deux facteurs ont facilité cette recrudescence : la vigueur de la demande intérieure et celle des marchés d'exportation internationaux.
- La demande alimentaire intérieure (section 3) provenant des consommateurs s'établit à 44,8 milliards de dollars pour l'année 2017. Elle a augmenté à un rythme accéléré de 4,6 %. Cette progression s'est réalisée davantage dans les services alimentaires (+ 6,8 %). Depuis 2 ans, la demande alimentaire a progressé de 10,7 %.
- Les exportateurs bioalimentaires sur les marchés internationaux (section 4) tirent profit de la reprise mondiale (section 2). La valeur des exportations augmente pour une quatrième année consécutive, avec un taux de 6,4 % en 2017, entraînant une croissance exceptionnelle de 17,0 % en 2 ans.
- Avec une hausse de 0,4 % du PIB agricole en 2017, la valeur de 3,6 milliards de dollars est un nouveau sommet.
- La valeur du PIB bioalimentaire, soit 25,5 milliards de dollars (dollars enchaînés de 2007), se répartit entre le secteur tertiaire (13,9 milliards de dollars), celui de la transformation des aliments et des boissons (7,7 milliards de dollars) et le secteur primaire (3,9 milliards de dollars), principalement en agriculture.

UNE AUGMENTATION REMARQUABLE DE 11 % EN 2 ANS POUR LA DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC

- Au Québec, en 2017, la confiance des ménages et des entreprises se situe à un niveau très élevé et le marché du travail est en bonne santé¹. Ces ingrédients, additionnés d'une saison touristique remarquable, permettent notamment aux restaurateurs d'augmenter leurs ventes de 7,0 % (section 3), alors que les prix des aliments achetés au restaurant ne croissent que de 2,5 %.
- Les prix des aliments achetés en magasin n'augmentent pas en 2017 (- 0,5 %). Cela contribue à stimuler la croissance des ventes des magasins (section 3), qui est de 3,4 %. Bien que la majeure partie des achats se fassent dans les magasins d'alimentation traditionnels, les concurrents non traditionnellement alimentaires (Walmart, Costco, etc.) affichent une croissance des ventes supérieure à celle des épiceries.

UNE ANNÉE DE CROISSANCE RECORD POUR L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION

- Depuis 2013, les livraisons manufacturières des fabricants d'aliments et de boissons augmentent de 6,1 % par année. Elles passent ainsi de 22,9 à 29,1 milliards de dollars en 2017.
- Près de 11 500 emplois ont été créés dans le secteur bioalimentaire (+ 2,3 %), dont environ 4 100 dans la fabrication des aliments, des boissons et du tabac qui affiche le taux de croissance le plus élevé (+ 6,2 %).
- Le secteur des restaurants à service complet et à service restreint se démarque aussi avec 6 150 emplois créés et une croissance de 3,2 %.

UN REVENU NET AGRICOLE QUI S'APPROCHE DU SOMMET DE 2012

- En s'élevant de 60 millions de dollars par rapport à 2016, le revenu net agricole atteint un nouveau sommet à 1,3 milliard de dollars.
- Les recettes monétaires agricoles tirées du marché s'accroissent grâce à la hausse dans la production laitière et le secteur porcin, dont les ventes ont augmenté respectivement de 6 % et de 7 %.

¹ Desjardins, « Prévisions économiques et financières — La croissance généralisée se poursuit... mais attention au risque protectionniste », Études économiques, 19 mars 2018.



2 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE

2.1 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Une économie mondiale qui a repris de la vigueur

La reprise mondiale de l'économie a pris de l'élan en 2017. Après avoir connu son rythme le plus faible depuis la crise financière mondiale de 2008-2009, soit 3,2 % en 2016, la croissance économique mondiale a atteint 3,8 % en 2017 selon des données du Fonds monétaire international (FMI). L'accélération de l'activité économique s'était en fait amorcée au deuxième semestre de 2016.

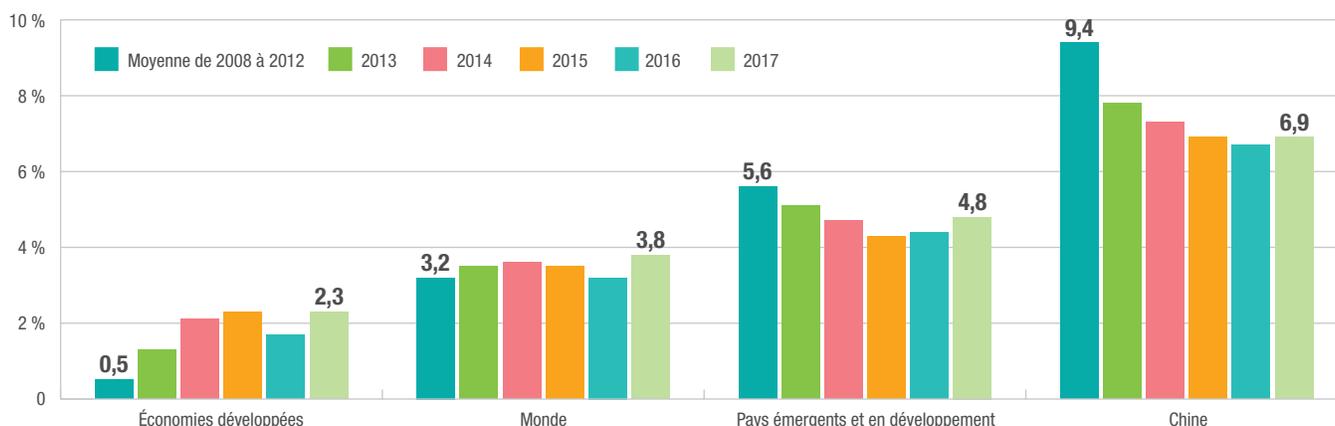
Le dynamisme des échanges commerciaux a notamment contribué au relèvement de la croissance mondiale en 2017, et ce, tant du côté des économies émergentes et en développement que de celui des économies les plus développées. La consommation des ménages et les investissements des entreprises ont également accentué l'expansion dans les pays les plus développés.

Un regain de la croissance dans les économies émergentes et en développement

Dans les pays émergents et en développement, la croissance économique est passée de 4,4 % en 2016 à 4,8 % en 2017, portée à la fois par la reprise de l'activité économique dans leurs marchés d'exportation que constituent les pays les plus développés et par le rebond de leur secteur manufacturier. Bien que les économies émergentes et en développement progressent dans l'ensemble moins rapidement qu'au cours des années 2000, elles n'en demeurent pas moins un important moteur de la croissance mondiale. Leur expansion se poursuit à un rythme deux fois plus élevé que dans les pays les plus développés.

En outre, la croissance s'est maintenue à tout près de 7 % en 2017 en Chine et en Inde, deux des principales économies émergentes. Pour leur part, le Brésil et la Russie ont pu compter sur une modeste reprise en 2017, après deux années de récession.

FIGURE 1 | TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL, GRANDES RÉGIONS ET CHINE, DE 2008 À 2017



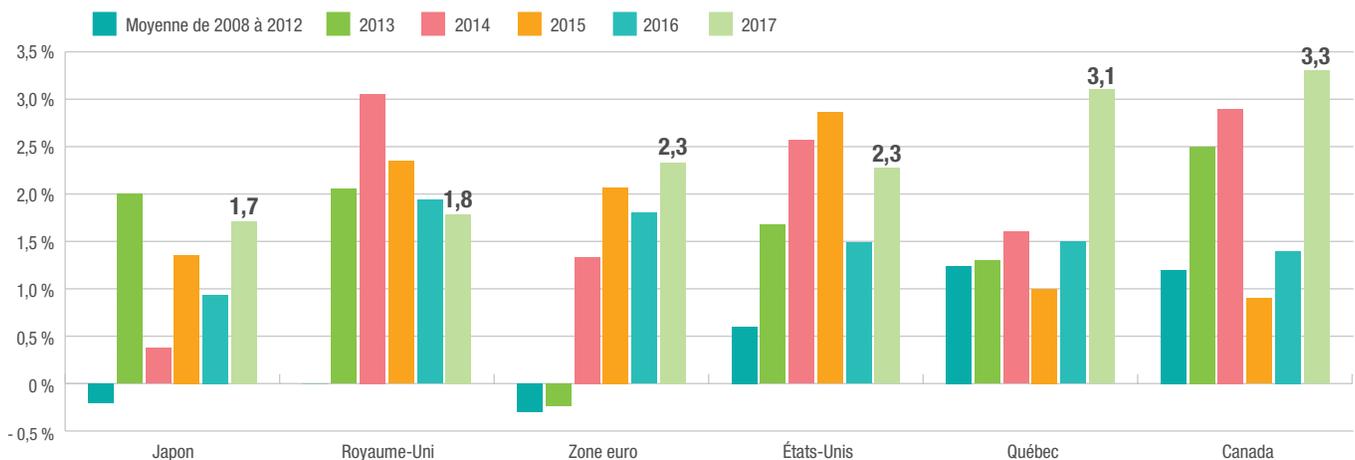
Source : Fonds monétaire international (FMI) ; compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

Le rebond des économies les plus développées

L'expansion économique s'est accentuée de façon généralisée dans les pays les plus avancés. La croissance du PIB a atteint 2,3 % dans ce groupe en 2017, comparativement à 1,7 % en 2016. Elle a notamment comporté un affermissement des activités aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon.

De plus, les dépenses des ménages américains ont maintenu leur vigueur grâce à la bonne performance du marché de l'emploi aux États-Unis et à la confiance des consommateurs. À ces conditions s'est ajoutée, en 2017, la recrudescence des investissements par les entreprises américaines, un facteur qui avait fait défaut lors du ralentissement économique de 2016.

FIGURE 2 | TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL, CERTAINS PAYS DÉVELOPPÉS ET LE QUÉBEC



Sources : Statistique Canada, FMI ; compilation du MAPAQ.

L'activité économique au Québec dépend en bonne partie de la situation qui a cours chez ses deux plus importants partenaires commerciaux que sont les États-Unis et le Canada. Si l'économie américaine s'est raffermie en 2017, la croissance de l'économie canadienne a été encore plus marquée. Elle est passée de 1,4 % en 2016 à 3,3 % en 2017, ce qui représente la meilleure performance des pays membres du G7. Selon la Banque du Canada, ce redressement a été favorisé par une solide augmentation des dépenses des ménages.

Le Québec a aussi affiché une croissance économique de 3,1 % au cours de la dernière année, soit un taux qui n'avait pas été vu depuis le tournant du millénaire. La vigueur des investissements des entreprises et des dépenses des ménages a particulièrement contribué à cette performance. En ce qui concerne les grandes industries, la croissance a été élevée dans la construction, le secteur manufacturier ainsi que les commerces de gros et de détail.

Les autorités monétaires aux aguets

Dans un contexte marqué par la vitalité des économies les plus développées, les autorités monétaires ont manifesté, en 2017, leur intention de contrer les signes de surchauffe. Rappelons que, depuis la crise financière internationale de 2008-2009, elles avaient maintenu une politique monétaire des plus accommodantes caractérisée, entre autres choses, par des taux d'intérêt directs de zéro ou presque.

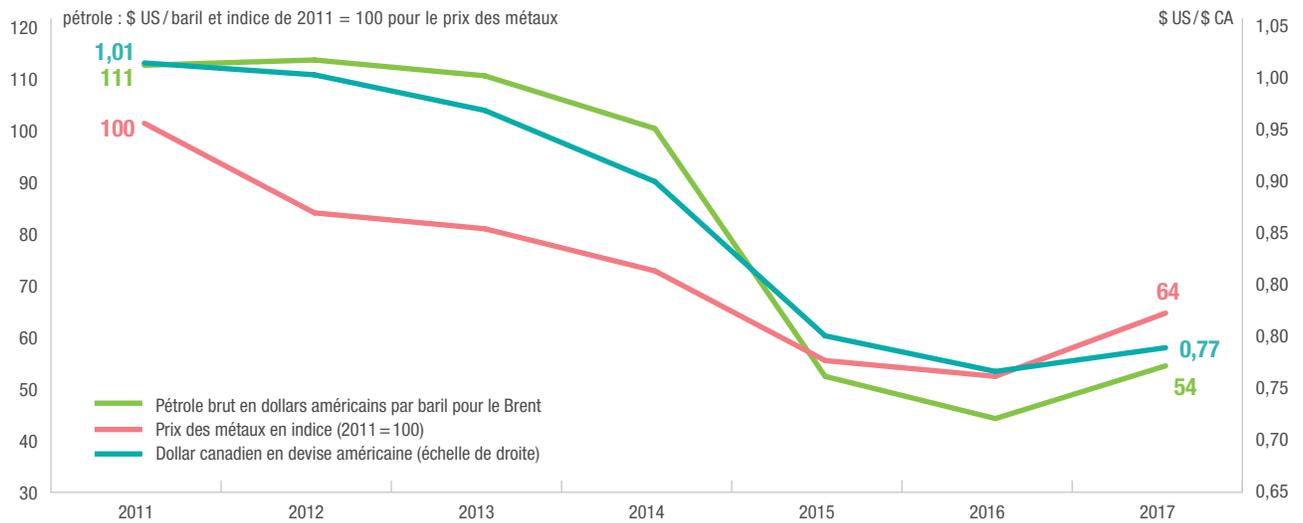
Ainsi, la Réserve fédérale des États-Unis a relevé son taux directeur à cinq reprises entre décembre 2016 et janvier 2018. La Banque du Canada lui a emboîté le pas, relevant son taux directeur à trois reprises entre le milieu de 2017 et janvier 2018. Néanmoins, les taux directeurs des autorités monétaires demeuraient, au début de 2018, inférieurs à 2 % dans les principales économies les plus développées.

Par ailleurs, les mouvements du dollar canadien au cours des dernières années ont reflété ceux des prix mondiaux des matières premières, telles que le pétrole et les métaux. Après quelques années à la baisse et à l’instar des prix des matières premières, le dollar canadien s’est légèrement apprécié en 2017 (0,02 \$ US). Il s’est établi en moyenne à 0,77 \$ US.

Dans le cas des prix du pétrole, ils se sont relevés durant la seconde moitié de 2017 grâce aux efforts entrepris par d’importants pays exportateurs de pétrole pour limiter leur production. Les inventaires mondiaux ont ainsi diminué en cours d’année malgré une hausse de la production américaine. Pour leur part, l’accélération de l’économie mondiale et la croissance des importations chinoises ont favorisé une hausse des prix mondiaux des métaux en 2017.

Avec le changement de cap des politiques monétaires américaine et canadienne, les anticipations des marchés financiers à l’égard de relèvements des taux directeurs pourront jouer sur les fluctuations du dollar canadien. Par exemple, la perspective d’un relèvement plus marqué du côté américain pourra exercer une pression à la baisse sur le huard. De plus, l’issue des négociations commerciales en vertu de l’Accord de libre-échange nord-américain de même que toute menace d’entrave protectionniste à la fluidité des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis peuvent être source de volatilité pour le huard.

FIGURE 3 | VALEUR DU HUARD ET PRIX MONDIAUX DU PÉTROLE ET DES MÉTAUX, MOYENNES ANNUELLES



Sources : FMI, Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

2.2 LA CONJONCTURE AGROALIMENTAIRE

En 2017, la conjoncture agroalimentaire s'est avant tout caractérisée par des récoltes mondiales abondantes, à l'instar des quatre années précédentes, de même que par la poursuite de l'expansion des troupeaux des éleveurs américains. La vigueur de la demande sur les marchés d'importation, en particulier pour le soya et la viande porcine, a néanmoins contribué à soutenir les prix de référence internationaux.

Du point de vue du secteur agroalimentaire québécois, un dollar canadien demeurant généralement inférieur à 0,80 \$ US constitue un élément de conjoncture favorable. C'est notamment le cas pour les producteurs agricoles des secteurs où les revenus sont tributaires des prix internationaux. En effet, un dollar canadien valant 0,75 \$ US plutôt que 0,90 \$ US relève de 20 % l'équivalent, en devises canadiennes, des prix de référence exprimés en dollars américains.

Les exportations internationales bioalimentaires du Québec ont également profité de la faiblesse de notre devise et de l'augmentation de la demande mondiale, ayant progressé de plus de 44 % au cours des quatre dernières années seulement. La progression de ces exportations, constituées de produits transformés dans une proportion de 80 %, a contribué au redressement des livraisons du secteur de la transformation des aliments et des boissons qui s'observe depuis 2014. Les secteurs affichant les taux de croissance les plus élevés dans la transformation sont ceux dont les produits sont principalement destinés à l'exportation.

D'abondantes récoltes mondiales pour une cinquième année consécutive

Comme dans les récentes années, les conditions climatiques ont, dans l'ensemble, favorisé les rendements des principales cultures à l'échelle mondiale. Les volumes de maïs et de soya récoltés en 2017 ont atteint un niveau situé tout juste en deçà des sommets enregistrés en 2016, alors que le volume mondial de blé récolté en 2017 représentait un nouveau record.

Les récoltes abondantes enregistrées depuis 2013 ont exercé une pression à la baisse sur les prix mondiaux des denrées. Elles ont permis non seulement de répondre à la demande, mais aussi de regarnir les stocks mondiaux de grains et d'oléagineux.

TABLEAU 1 | SITUATION MONDIALE DES PRINCIPALES CÉRÉALES, DES GRAINS ET DES OLÉAGINEUX, DE 2012 À 2017, EN MILLIONS DE TONNES

MILLIONS DE TONNES	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (ESTIMATION)
BLÉ						
Production	658,8	715,1	728,2	735,3	750,4	758,2
Consommation/utilisation	680,0	698,0	705,2	711,7	739,4	744,8
Stock de report	177,9	195,0	218,0	241,6	252,6	266,1
MAÏS						
Production	874,3	996,2	1 023,4	973,5	1 076,0	1 041,7
Consommation/utilisation	869,5	954,8	987,9	968,2	1 061,2	1 068,4
Stock de report	132,9	174,3	209,7	215,0	229,8	203,1
SOYA						
Production	268,5	282,7	320,0	313,8	351,3	346,9
Consommation/utilisation	266,3	276,2	304,7	313,6	333,1	344,9
Stock de report	55,9	62,4	77,7	77,9	96,1	98,1

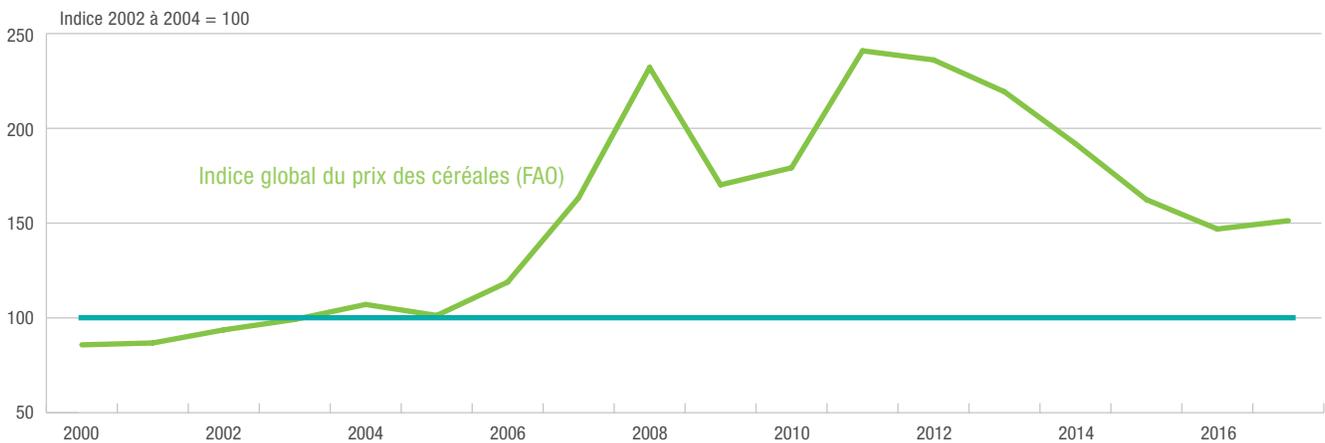
Source : United States Department of Agriculture (USDA), *World Agricultural Supply and Demand Estimates* (WASDE), <http://apps.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>; compilation du MAPAQ.

Le repli des prix mondiaux des grains au cours des récentes années en a favorisé une plus grande utilisation. D'ailleurs, le United States Department of Agriculture (USDA) s'attend à une réduction des stocks mondiaux de report pour le maïs au moment de la prochaine récolte en 2018. Ainsi, les volumes récoltés ont pu s'écouler en 2017 sans pour autant occasionner de pression supplémentaire à la baisse sur les prix des céréales. C'est ce qu'illustre, à la figure 4, l'indice du prix mondial des céréales de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Il est à noter que les abondantes récoltes des dernières années n'ont pas remis en cause le relèvement structurel des prix qui s'est opéré au milieu des années 2000. En effet, en dépit d'années successives où la production mondiale a excédé la demande, les prix mondiaux des céréales sont demeurés, en 2017, supérieurs de 50 % à ce qu'ils étaient au début des années 2000.

En fait, ces récoltes ont mis un terme à la flambée des prix mondiaux occasionnée, au tournant des années 2010, par des mauvaises conditions observées dans d'importants pays producteurs de 2010 à 2012.

FIGURE 4 | ÉVOLUTION DE L'INDICE DU PRIX MONDIAL DES CÉRÉALES DE LA FAO, DE 2000 À 2017



Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); compilation du MAPAQ.

Au Québec, le maïs s'est négocié, au cours de l'année 2017, essentiellement au même prix qu'en 2016, soit à 200 dollars la tonne en moyenne. En fait, les prix de référence en dollars américains, le taux de change du dollar canadien et les quantités commercialisées par les producteurs de maïs n'ont que peu varié en 2017 par rapport à 2016, ce qui a favorisé le maintien de leurs revenus.

De son côté, le soya s'est négocié au Québec à un prix moyen de l'ordre de 500 dollars la tonne en 2017, soit à quelques dollars de plus qu'en 2016. Comme en 2016, la vigueur de la demande sur les marchés d'importation a contribué à soutenir les prix de référence internationaux.

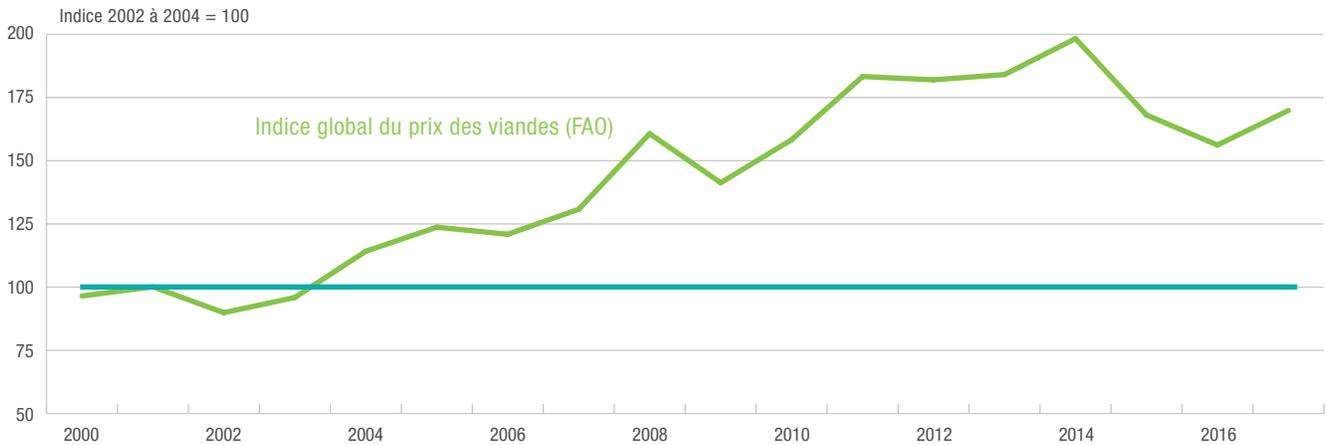
Une demande à l'étranger qui a soutenu les prix internationaux des viandes rouges

Du côté des viandes rouges, la vigueur des exportations américaines a grandement contribué à soutenir les prix de référence nord-américains. En outre, le volume des exportations américaines de viande porcine a affiché une hausse de 8 % en 2017, alors que, pour une deuxième année consécutive, la croissance des exportations de viande bovine se chiffrait à plus de 12 %.

Ces facteurs ont, pour ainsi dire, éliminé la pression à la baisse sur les prix de référence qu'aurait entraîné autrement, en 2017, la croissance de 3 % de la production américaine de viandes rouges. Cette hausse s'est notamment inscrite dans la foulée du redressement cyclique du cheptel bovin en inventaire, qui s'est amorcé en 2015. La production américaine de viande bovine a ainsi augmenté de 4 % en 2017, alors que celle de viande porcine s'élevait de près de 3 %. Comparativement à l'année 2014, marquée par les dommages causés par la diarrhée épidémique porcine (DEP), la production américaine de porc a augmenté de 12 % au cours des trois dernières années.

Dans ces conditions, les prix de référence internationaux des viandes se sont quelque peu redressés en 2017 après avoir reculé au cours des deux années précédentes. Rappelons que le prix des viandes avait atteint des sommets jamais vus en 2014 en raison d'un creux cyclique historique du cheptel de bovins en inventaire aux États-Unis et des dommages causés par la DEP. Comme pour les céréales, l'indice du prix mondial des viandes est demeuré, en 2017, largement supérieur à ce qu'il était au début des années 2000.

FIGURE 5 | ÉVOLUTION DE L'INDICE DU PRIX MONDIAL DES VIANDES DE LA FAO, DE 2000 À 2017



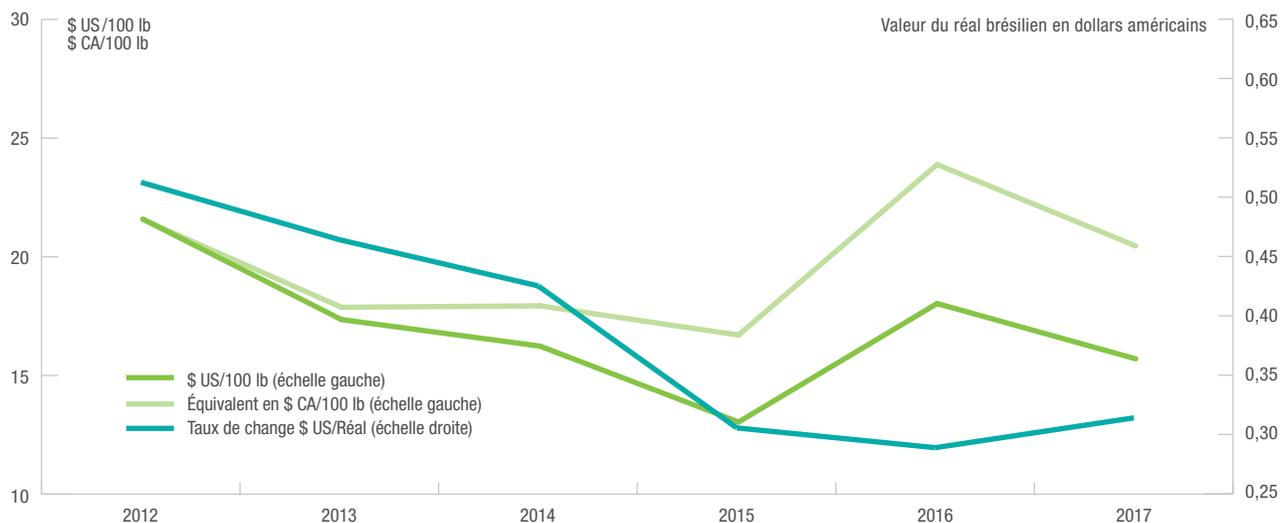
Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; compilation du MAPAQ.

La faible variation du dollar canadien en 2017 a fait en sorte que les prix payés aux éleveurs du Québec ont reflété, pour une large part, le mouvement des prix de référence exprimés en dollars américains. Plus particulièrement, les éleveurs de porcs ont pu compter sur une hausse de leur prix de vente en 2017, alors que le prix des bovins d'abattage est demeuré, à l'instar de son équivalent américain, du même ordre que ce qu'il était en 2016.

Une baisse du prix mondial du sucre

Le sucre est l'un des principaux produits alimentaires importés au Québec et constitue un ingrédient important pour plusieurs entreprises de transformation bioalimentaire, notamment pour le secteur des produits du cacao, la deuxième catégorie de produits les plus exportés. Le prix mondial du sucre, exprimé en dollars américains, a enregistré une diminution en 2017, pour une quatrième fois au cours des cinq dernières années.

FIGURE 6 | ÉVOLUTION DE L'INDICE DU PRIX MONDIAL DU SUCRE, DE 2012 À 2017



Sources : New York Intercontinental Exchange, Banque du Canada, Réserve fédérale des États-Unis ; compilation du MAPAQ.

Contrairement à la première moitié des années 2010, la baisse du prix du sucre en 2017 s’explique davantage par les conditions de l’offre et de la demande sur le marché mondial que par une dépréciation du réal brésilien, devise du principal pays producteur et exportateur. À titre d’information, mentionnons que le réal s’est au contraire légèrement apprécié en 2017.

Selon les estimations disponibles², la production mondiale de sucre a augmenté de 8 % en 2017 et devrait largement combler la demande. Des conditions climatiques favorables dans les principaux pays producteurs, de même qu’une expansion des superficies en Inde, dans l’Union européenne et en Chine, ont grandement contribué à la croissance de la production mondiale. Dans ce contexte, les stocks mondiaux de report pourraient enregistrer, au moment de la prochaine récolte, leur premier relèvement en trois ans. Par ailleurs, rappelons que le régime de quotas de production de sucre et de limites aux exportations de l’Union européenne a pris fin le 1^{er} octobre 2017.

Au cours de l’année, la valeur des importations québécoises de sucre de canne a diminué de 20 %, passant de près de 500 millions en 2016 à un peu moins de 400 millions de dollars en 2017. Il s’agit de la baisse la plus importante dans les importations avec celle du cacao et de ses préparations, qui est aussi de 100 millions de dollars. Ce secteur est fortement relié à celui de la transformation alimentaire, qui utilise le sucre dans bon nombre de ses produits, dont certains sont fortement exportés.

2 USDA, <https://apps.fas.usda.gov/psdonline/circulars/Sugar.pdf>.



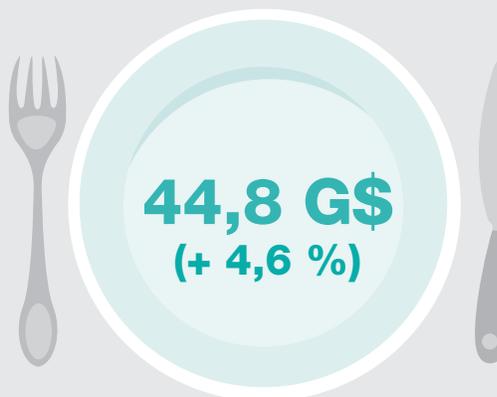
3

LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS ET LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS



Population québécoise : 8,4 M (+ 0,9 %)

DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC



28 G\$ (+ 3 %)

Ventes dans le commerce alimentaire de détail

8 %

Croissance des ventes des magasins non traditionnels (Walmart, Costco, etc.)

16 G\$ (+ 7 %)

Ventes des services alimentaires (HRI)

12,8 G\$ (+ 7 %)

Ventes dans la restauration commerciale



+ 6 300

Emplois

Création d'emplois dans la restauration commerciale



567,8 M\$

Investissements

en immobilisations du maillon tertiaire



13,9 G\$

PIB

du maillon tertiaire (grossistes, détaillants, établissements de restauration)



0,1 % Hausse des prix à la consommation des boissons alcoolisées

0,3 % Hausse des prix à la consommation des aliments et boissons non alcoolisées

De 32 % à 39 % Croissance des parts de marché des restaurants à service restreint (rapide), de 2007 à 2017

3.1 LA DEMANDE ALIMENTAIRE

Une demande alimentaire soutenue par la consommation des ménages et des touristes

- Au Québec, la demande alimentaire provenant des consommateurs est estimée à 44,8 milliards de dollars pour l'année 2017, ce qui représente une croissance de 4,6 % par rapport à la valeur de 2016. Cette progression est attribuable en partie à l'accroissement de 0,9 % de la population, mais surtout à une demande plus forte des consommateurs (ménages québécois, touristes). Contrairement aux années précédentes, les prix alimentaires n'ont pas influencé la valeur de la demande, puisqu'ils sont demeurés relativement stables en 2017 par rapport à 2016³. En effet, les prix des aliments et des boissons alcoolisées se sont accrus respectivement de 0,3 % et de 0,1 % au Québec.
- En conséquence, sans l'effet des prix (en termes réels), la demande alimentaire au Québec a affiché une croissance de 4 % en 2017 par rapport à 2016. Des facteurs tels qu'une économie vigoureuse, un taux de chômage très bas ainsi que le recul des prix de nombreux produits alimentaires ont sans doute incité les ménages à dépenser davantage pour l'alimentation⁴. De plus, on a constaté un taux d'occupation élevé dans les établissements d'hébergement (établissements hôteliers et résidences de tourisme) du Québec. Comme pour l'année 2016, la province a connu une saison touristique exceptionnelle.
- D'ailleurs, le secteur de la restauration commerciale a affiché d'excellents résultats et des prix de vente à la hausse en 2017. Le tourisme n'est sans doute pas étranger à la bonne tenue des ventes et des prix⁵ pour ce secteur.
- Pour l'année 2017, la valeur estimée de la demande alimentaire québécoise se répartit de la façon suivante :

TABLEAU 2 | RÉPARTITION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2017

DEMANDE ALIMENTAIRE 44,8 G\$ (+ 4,6 %)				
COMMERCE ALIMENTAIRE DE DÉTAIL*		AUTRE CIRCUITS DE DISTRIBUTION**	SERVICES ALIMENTAIRES	
28 G\$ (+ 3,4 %)			16 G\$ (+ 7 %)	
Magasins d'alimentation*	Autres magasins	0,8 G\$ (+ 7 %)	Restauration commerciale	Restauration non commerciale
23,1 G\$ (+ 2,5 %)	4,9 G\$ (+ 7,7 %)		12,8 G\$ (+ 7 %)	3,2 G\$ (+ 7 %)

* Valeur des ventes des produits alimentaires seulement. Statistique Canada a révisé la méthodologie employée pour déterminer la valeur des ventes alimentaires, ce qui explique les écarts observés entre les chiffres de la présente publication et ceux de la version antérieure.

** Il s'agit d'une estimation, puisque très peu d'informations existent concernant les ventes effectuées par l'entremise de ces circuits.

Sources : Statistique Canada, Restaurants Canada et fsSTRATEGY ; compilation et estimations du MAPAQ.

3.1.1 LE COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE

Une année positive pour les détaillants

- Les ventes totales de produits alimentaires dans le commerce de détail ont progressé de 3,4 % en 2017, affichant une valeur estimée à 28 milliards de dollars. L'éclosion d'une multitude de lieux d'achat pour les produits alimentaires amène une plus grande concurrence qui se répercute sur les magasins d'alimentation traditionnels tels que les supermarchés et les épiceries. Ainsi, cette croissance des ventes alimentaires dans le commerce de détail s'est surtout manifestée dans les magasins non traditionnellement alimentaires (Walmart, Costco, etc.) avec une hausse estimée à 7,7 %. Dans les magasins d'alimentation traditionnels (supermarchés, épiceries, dépanneurs-tabagies, magasins de bière, de vin et de spiritueux, magasins spécialisés), les ventes de produits alimentaires ont augmenté de 2,5 % (tableau 3).

3 La valeur de la demande alimentaire est tributaire de la progression des prix des aliments et des boissons puisqu'elle s'évalue à partir des achats effectués dans les magasins, les restaurants et autres circuits de distribution.

4 Dans des conditions économiques favorables, les consommateurs vont ajouter quelques à-côtés à leur repas régulier comme une baguette de pain, une bouteille de vin et du fromage à un repas de pâtes, ce qui est moins probable en période de récession budgétaire.

5 http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/bulletins_info/bulletin/2017/novembre/index.html

- Pour les magasins d'alimentation traditionnels, le recul des ventes des magasins spécialisés, amorcé en 2014, s'est poursuivi en 2017 avec une baisse de 1 %. Les ventes des magasins de bière, de vin et de spiritueux ont également fléchi de 1 %. Cela a concouru à modérer la hausse globale des ventes des magasins d'alimentation. Toutefois, les dépanneurs-tabagies ont poursuivi leur ascension en 2017, puisque leur chiffre d'affaires s'est accru de 9 % par rapport à 2016.
- Au total, les ventes de produits alimentaires ont permis aux magasins d'alimentation et aux autres magasins du secteur de réaliser des chiffres d'affaires de 23,1 et de 4,9 milliards de dollars respectivement en 2017.
- Contrairement aux 25 années précédentes, les prix des produits alimentaires vendus en magasin ont reculé, ce qui fait que la valeur réelle des ventes (sans l'effet des prix) a augmenté de 3,9 % en 2017 par rapport à 2016.

TABLEAU 3 | ESTIMATIONS DES VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU QUÉBEC SELON LES TYPES DE MAGASINS, 2016 ET 2017 (G\$)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2016	2017	VARIATION 2017-2016	VARIATION RÉELLE (EN VOLUME)
COMMERCE ALIMENTAIRE DE DÉTAIL	27,1	27,9	3,4 %	3,9 %
Magasins d'alimentation (supermarchés, boucheries, etc.)	22,5	23,1	2,5 %	3,0 %
Autres magasins (Walmart, pharmacies, Costco, etc.)	4,6	4,9	7,7 %	8,2 %

Variation réelle : variation des ventes une fois la hausse des prix (inflation) soustraite.

Note : Les données du tableau font référence uniquement aux produits alimentaires. Elles excluent les produits de santé et de beauté, les produits hygiéniques, le tabac et les aliments pour animaux de compagnie.

Source : Statistique Canada ; compilation et estimations du MAPAQ.

- Bien que le commerce de détail s'approprie la grande majorité des ventes alimentaires, d'autres circuits de distribution sont de plus en plus populaires chez les consommateurs québécois, à savoir les marchés publics, les kiosques à la ferme, les paniers biologiques, etc. Au Québec, cette popularité s'est traduite par une hausse des ventes de 7 % en 2017 par rapport à 2016 et par l'atteinte d'une valeur estimée à 0,8 milliard de dollars.
- À l'échelle canadienne, la tendance ressemble à celle du Québec : les concurrents des magasins d'alimentation traditionnels présentent un taux de croissance des ventes alimentaires supérieur, comme le montre le tableau suivant. Ce phénomène se dessine déjà depuis quelques années.

TABLEAU 4 | VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU CANADA SELON LES TYPES DE MAGASINS, 2016 ET 2017 (G\$)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2016	2017	VARIATION 2017-2016
COMMERCE ALIMENTAIRE DE DÉTAIL	125,9	131,0	4 %
Magasins d'alimentation (supermarchés, boucheries, etc.)	101,0	102,5	2 %
Autres magasins (Costco, pharmacies, stations-service, etc.)	24,9	28,6	15 %

Note : Ces mêmes données par province ne sont pas publiées par Statistique Canada.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 080-0035 ; compilation et estimations du MAPAQ.

- Le commerce alimentaire de détail représente un secteur d'importance, puisque la valeur de ses ventes compte pour près du quart de celles de tout le commerce de détail québécois.
- Contrairement à l'année précédente, l'année 2017 présente des gains équivalant à 475 emplois dans les magasins d'alimentation traditionnels, ce qui correspond à une hausse de 0,4 % par rapport à 2016. En tout, le secteur représente 125 598 emplois au Québec.
- Dans les magasins d'alimentation traditionnels, les investissements en immobilisations sont estimés à 258,2 millions de dollars pour 2017. Il s'agit d'une croissance de 40 % par rapport à 2016 et d'une valeur équivalant à 15 % des sommes investies dans l'industrie bioalimentaire cette année-là.

3.1.2 LA RESTAURATION

Un bilan exceptionnel une fois de plus pour la restauration québécoise

- Dans l'ensemble des services alimentaires, les ventes ont progressé de 7 % en 2017 pour atteindre une valeur estimée à 16 milliards de dollars (tableau 5).
- Les recettes de la restauration non commerciale sont estimées à 3,2 milliards de dollars, ce qui représente une croissance de 7 % par rapport à l'année précédente.
- Le chiffre d'affaires de la restauration commerciale, quant à lui, s'est élevé à 12,8 milliards de dollars, ce qui correspond à une hausse de 7 % par rapport à 2016. Ce résultat est à l'image de celui qui a été observé l'année précédente. La saison touristique exceptionnelle qu'a connue la province en 2016 et en 2017 n'est sans doute pas étrangère au bilan positif obtenu par les restaurateurs depuis deux ans.
- Pour 2017, l'essor des ventes est attribuable aux établissements de restauration à service complet et à service restreint (rapide) ainsi qu'aux services de restauration spéciaux. Ces trois segments ont accru leurs ventes de 6 %, de 8 % et de 12 % respectivement. Contrairement à l'année 2016, les ventes dans les débits de boissons ont reculé de 3 %.
- La montée des prix des aliments et des boissons (+ 2 %) vendus dans les restaurants a de toute évidence contribué à la bonne tenue des ventes dans ce secteur. En termes réels (sans l'effet des prix), le volume des ventes des services alimentaires traduit plutôt une hausse de 5 %.

TABLEAU 5 | VENTES DANS LA RESTAURATION AU QUÉBEC SELON LES TYPES DE RESTAURANTS, 2016 ET 2017 (G\$)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2016	2017	VARIATION 2017/2016	VARIATION RÉELLE (EN VOLUME)
TOTAL, SERVICES ALIMENTAIRES (HRI)	15,0	16	7 %	5 %
Restauration commerciale	12,0	12,8	7 %	5 %
Restaurants à service complet	5,8	6,3	6 %	4 %
Restaurants à service restreint	4,6	5,0	8 %	5 %
Services de restauration spéciaux	0,8	0,9	12 %	10 %
Débits de boissons	0,7	0,6	-3 %	-3 %
Restauration non commerciale	3,0	3,2	7 %	4 %

Variation réelle : variation des ventes une fois la hausse des prix (inflation) soustraite.

Sources : Statistique Canada, Restaurants Canada et fsSTRATEGY ; compilation et estimations du MAPAQ.

- La situation du Canada ressemble à celle du Québec avec de bons résultats dans les restaurants à service restreint et à service complet ainsi qu'un recul pour les ventes des débits de boissons. Par contre, la croissance des ventes des services de restauration spéciaux a été plus faible au Canada qu'au Québec avec un taux de 3 %.

Une restauration à service restreint en plein essor

- Finalement, la restauration poursuit sa métamorphose avec un achalandage qui continue d'augmenter dans les restaurants à service restreint et de diminuer dans les débits de boissons. En effet, au fil des ans, les premiers ont augmenté leurs parts de marché dans la restauration commerciale, tandis que les seconds ont perdu des parts.
- Plusieurs nouveaux joueurs ont fait leur entrée dans le monde de la restauration rapide. Les menus innovants et la variété de restaurants séduisent les consommateurs, qui sont toujours aussi pressés par le temps et cherchent le meilleur rapport qualité-prix. Du côté des débits de boissons, le nombre d'établissements diminue. Cette situation s'explique en partie par divers changements sociaux (ex. : habitudes de consommation) et l'arrivée de concurrents. Par exemple, les bars à vin et les microbrasseries font de plus en plus concurrence aux débits de boissons traditionnels. Plusieurs microbrasseries offrent en prime une restauration complète.

TABLEAU 6 | PART RELATIVE DES SOUS-SECTEURS DE LA RESTAURATION COMMERCIALE EN MATIÈRE DE VENTES

	QUÉBEC		CANADA	
	2007	2017	2007	2017
Restaurants à service complet	52 %	49 %	45 %	44 %
Restaurants à service restreint	32 %	39 %	41 %	45 %
Services de restauration spéciaux	8 %	7 %	8 %	8 %
Débites de boissons	8 %	5 %	6 %	4 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 355-0006; compilation du MAPAQ.

- L'emploi dans la restauration commerciale ne cesse de progresser depuis près de quinze ans. L'année 2017 ne fait pas exception et compte un gain de 6 300 emplois (+ 3 %) qui porte leur nombre à 224 844, ce qui représente 44 % des emplois directs dans l'industrie bioalimentaire. Cette croissance s'appuie sur la restauration à service complet et à service restreint (+ 6 342 emplois ou + 3 %).
- En 2017, les investissements en immobilisations, plus modestes que la moyenne des dernières années, se sont élevés à 211 millions de dollars, soit l'équivalent de 12 % des sommes investies dans l'industrie bioalimentaire la même année.

3.2 LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

L'accalmie de 2016 encore plus probante en 2017

- Dans l'ensemble, le coût de l'alimentation (restaurants et magasins) au Québec est resté relativement stable par rapport à l'année précédente. Les années 2016 et 2017 ont donc représenté un répit pour les consommateurs québécois.
- Pour la première fois depuis 2003, la progression des prix s'est tenue sous le taux d'inflation (croissance des prix pour l'ensemble des biens et des services destinés à la consommation), qui a atteint 1 % au Québec. Par ailleurs, la hausse des prix des aliments (+ 0,3 %) a été la plus faible des vingt-trois dernières années.
- Contrairement aux prix des aliments et des boissons du secteur de la restauration, ceux du panier d'épicerie ont plutôt eu tendance à se maintenir par rapport à 2016 (−0,5 % pour les aliments et + 0,1 % pour les boissons alcoolisées). Bon nombre de produits ont accusé, durant l'année, une baisse de prix qui a concouru à contenir la hausse globale du coût du panier.

TABLEAU 7 | VARIATION DES PRIX À LA CONSOMMATION AU QUÉBEC, 2016 ET 2017

	2016	2017
ALIMENTS (RESTAURANTS ET MAGASINS)	1,1 %	0,3 %
Aliments achetés en magasin	0,6 %	−0,5 %
Viande	−0,4 %	0,2 %
■ Bœuf frais ou congelé	−1,8 %	−0,7 %
■ Porc frais ou congelé	−2,0 %	−2,4 %
■ Volaille fraîche ou surgelée	1,0 %	3,7 %
Légumes frais	4,6 %	−2,7 %
Fruits frais	4,3 %	−4,5 %
Poissons, fruits de mer et autres produits de la mer	5,3 %	4,1 %
Produits laitiers	−1,1 %	−0,5 %
Œufs	−2,6 %	−6,3 %
Produits de boulangerie et céréaliers	−1,0 %	−1,0 %
Aliments achetés au restaurant	2,0 %	2,5 %
BOISSONS ALCOOLISÉES (RESTAURANTS ET MAGASINS)	0,7 %	0,1 %
Boissons servies dans un établissement ayant un permis d'alcool	1,3 %	0,1 %
Boissons achetées en magasin	0,5 %	0,1 %

Source : Statistique Canada, Indice des prix à la consommation (IPC), CANSIM, tableau 326-0020 ; compilation du MAPAQ.

- La vigueur du dollar canadien en 2017 a permis aux Québécois d'épargner un peu à l'épicerie. Elle a entraîné une diminution du coût des importations québécoises de produits alimentaires (ex. : fruits, légumes, noix). De plus, selon des spécialistes, le recul des prix de certains produits laitiers, des œufs et du pain découle probablement du fait que ces catégories sont utilisées fréquemment comme produits d'appel (« loss leaders »).
- Par contre, les sorties au restaurant ont coûté plus cher, surtout en raison du prix des aliments (+ 2,5 %), car celui des boissons alcoolisées a peu évolué (+ 0,1 %).

- La croissance économique et la saison touristique exceptionnelle qu'a connues la province en 2016 et en 2017 ne sont sans doute pas étrangères à la bonne tenue des prix dans la restauration. Par exemple, les entrées de touristes étrangers aux frontières du Québec s'élevaient à 2,9 millions de dollars en 2016 et à 3,0 millions de dollars en 2017⁶.

Une hausse modérée à prévoir pour 2018

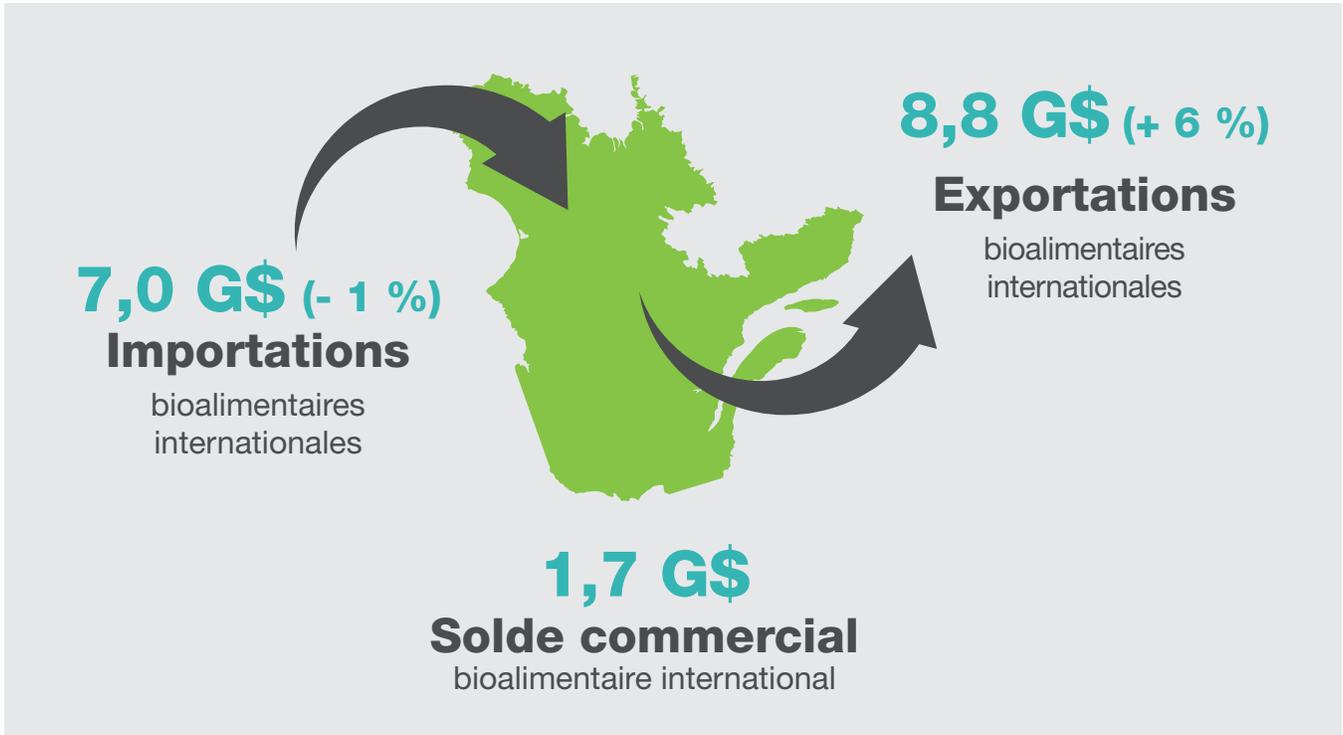
- Selon les prévisions du *Rapport canadien sur les prix alimentaires à la consommation* de l'Université Dalhousie et de l'Université de Guelph, l'augmentation globale des prix alimentaires devrait se situer entre 1 % et 3 % cette année.

6 http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/bulletins_info/bulletin/2017/novembre/index.html



4

L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX



Europe

Premier marché d'importation
pour le Québec

Fruits et légumes (21 %)

Principale importation bioalimentaire

69 %

Part des États-Unis dans les exportations
bioalimentaires du Québec

Viande porcine (19 %)

Principale exportation bioalimentaire

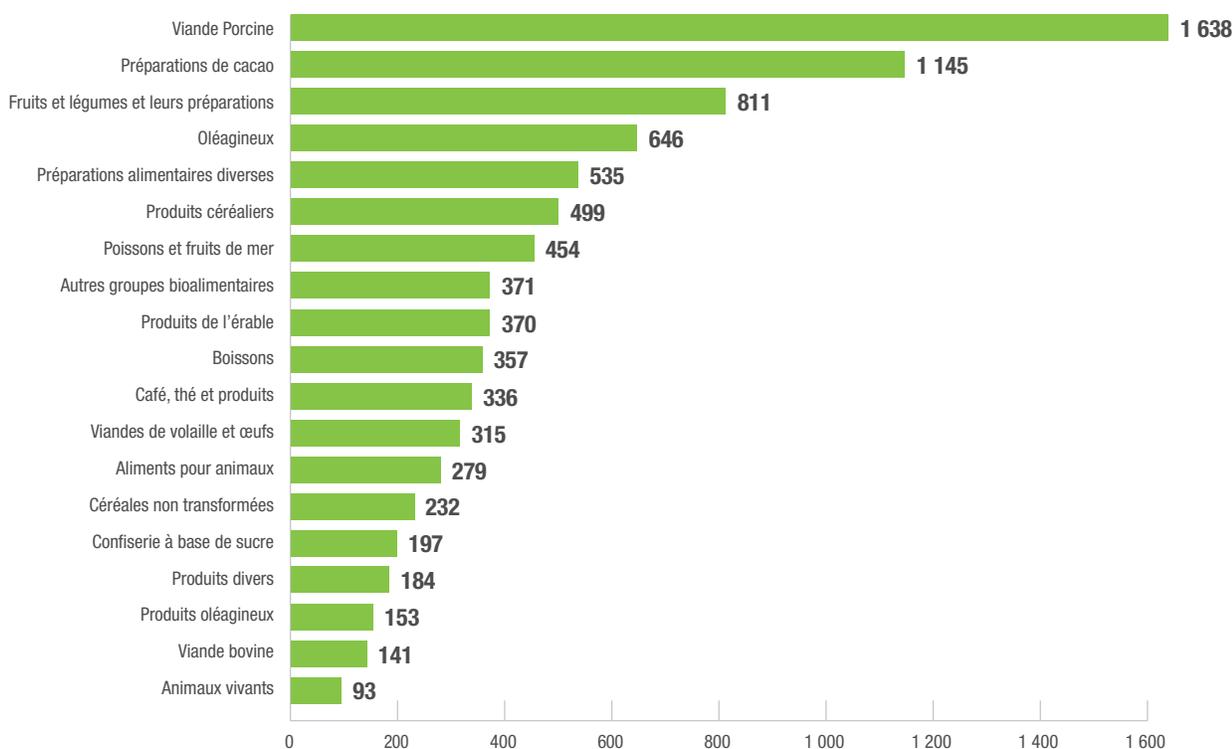
80 % Part des exportations du Québec en produits agricoles transformés

4.1 LES MARCHÉS EXTÉRIEURS

L'exportation comme moteur de croissance du secteur bioalimentaire du Québec

- En 2017, la valeur des exportations bioalimentaires internationales du Québec a atteint un nouveau sommet, se chiffrant à 8,8 milliards de dollars, une croissance de 6,4 % par rapport à 2016. Cette croissance dépasse celles de l'Ontario (1,5 %) et des autres provinces canadiennes (3,5 %).
- La croissance de 2017 s'ajoute à la tendance observée depuis 2008; le secteur bioalimentaire du Québec ayant fait preuve d'un grand dynamisme au regard du commerce international en augmentant, presque chaque année, la valeur de ses exportations. Au cours de ces 10 années, les exportations ont augmenté de près de 80 %. En effet, la croissance annuelle moyenne de la valeur des exportations faites entre 2008 et 2017 s'établit à 6,8 % et est plus élevée que celle enregistrée par les États-Unis (4,7 %), l'Union européenne (5,8 %), l'Ontario (5,7 %) ainsi que l'ensemble des autres provinces canadiennes (4,1 %).
- La viande porcine, les préparations de cacao de même que les fruits et légumes sont les principaux produits exportés en 2017 par le Québec, comme c'était le cas dans les années précédentes (figure 7).

FIGURE 7 | PRINCIPAUX PRODUITS BIOALIMENTAIRES EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC EN 2017 (M\$)



Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

- La progression globale des exportations observée en 2017 (527 millions de dollars) est attribuable à l'augmentation de la valeur du commerce de différents produits (tableau 14). Le dynamisme de ces secteurs d'exportation a d'ailleurs fortement influencé les résultats obtenus par ces filières dans la transformation. À l'opposé, certains groupes de produits ont enregistré une baisse de la valeur de leurs exportations en 2017 (figure 8).

FIGURE 8 | VARIATIONS DU COMMERCE DES PRINCIPAUX PRODUITS BIOALIMENTAIRES EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC EN 2017 (M\$)

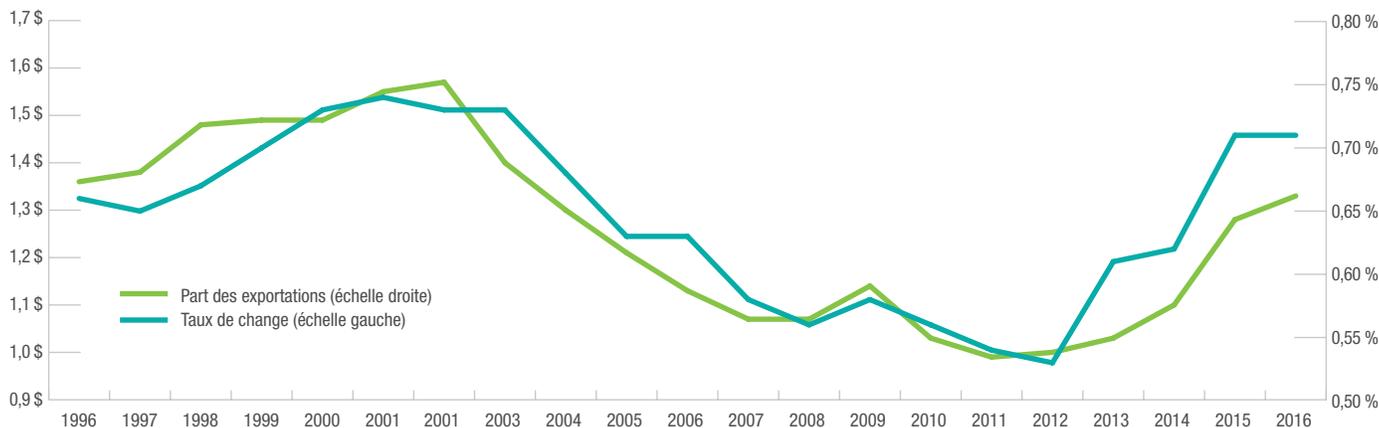
AUGMENTATION	Produits marins (+ 117 millions, + 35 %)	
	Café, thé (+ 99 millions, + 42 %)	Animaux vivants (- 36 millions, - 28 %)
	Oléagineux non transformés (+ 84 millions, + 15 %)	Viande de volaille et œufs (- 31 millions, - 9 %)
	Fruits, légumes, préparations (+ 71 millions, + 10 %)	Préparations de cacao (- 29 millions, - 2 %)
	Viande porcine (+ 51 millions, + 3 %)	Préparations alimentaires diverses (29 millions, - 5 %)
	Boissons et alcools (+ 44 millions, + 14 %)	Viande bovine (- 11 millions, - 7 %)
	Préparations de céréales et farines (+ 32 millions, + 7%)	
		DIMINUTION

Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

Les États-Unis : toujours la principale destination de nos exportations

- En 2017, la destination de la majeure partie des exportations bioalimentaires du Québec a peu changé par rapport à la tendance des dernières années. Le premier marché d'exportation pour les produits bioalimentaires du Québec était sans contredit les États-Unis pour une proportion de 69 %. Cette proportion est légèrement moindre que celle de 2016 (71 %). Le creux des 20 dernières années se situe en 2012 (53 %). Ces pourcentages suivent de près l'évolution du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

FIGURE 9 | RELATION ENTRE LA PART DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC VERS LES ÉTATS-UNIS ET LE TAUX DE CHANGE



Sources : Banque du Canada; Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

- Alors que la Chine (y compris Hong Kong) était, en 2016, la deuxième destination pour les exportations québécoises, c'est l'Union européenne (UE) (7,5 %) qui occupait la deuxième place en 2017, suivie du Japon (6,2 %) puis de la Chine (5,5 %). Les trois marchés étaient toutefois d'une importance similaire pour le Québec (entre 5 et 7 millions de dollars).

Les exportations bioalimentaires du Québec : principalement des produits transformés

- En 2017, 20 % (1,8 milliard de dollars) de la valeur des exportations bioalimentaires du Québec était constituée de produits agricoles non transformés, tandis que 80 % (7,0 milliards de dollars) des produits exportés avaient subi à tout le moins un premier niveau de transformation. En Ontario et dans le reste du Canada, les proportions étaient plutôt de 69 % et de 45 %, les produits agricoles représentant une part plus importante des exportations pour ces régions. Ces chiffres se reflètent dans les résultats obtenus par le secteur de la transformation alimentaire, dont 24 % des ventes totales sont destinées à l'exportation et dont les résultats exceptionnels des dernières années ont été stimulés par une demande intérieure et extérieure en croissance.

Des importations majoritairement en provenance d'Europe et des États-Unis

- Pour l'année 2017, les importations se chiffrent à 7 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 1 % par rapport à 2016. Tout comme les exportations, les importations ont augmenté au fil des années, leur croissance annuelle moyenne de 4,7 % étant toutefois plus faible que dans le cas des exportations. À l'instar des années précédentes, les principaux produits importés par le Québec en 2017 étaient :
 - les fruits, les légumes et leurs préparations (1,5 milliard de dollars ou 21,2 %);
 - les boissons (22,2 %);
 - le cacao et ses préparations (10,3 %);
 - le sucre et les sucreries (7,6 %).
- Les premiers marchés d'importation pour le Québec sont l'Europe (29,4 %) et les États-Unis (21,4 %). Le Brésil suit de loin avec une part de 7,7 % des importations totales québécoises.

TABLEAU 8 | PARTS (%) DES DIX PREMIERS PAYS (RÉGIONS) DANS LES EXPORTATIONS ET LES IMPORTATIONS QUÉBÉCOISES DE PRODUITS BIOALIMENTAIRES EN 2017

RÉGIONS	DESTINATION DES EXPORTATIONS	RÉGIONS	PROVENANCE DES IMPORTATIONS
LE MONDE	100,0	LE MONDE	100,0
États-Unis	69,0	UE (28)	29,4
UE (28)	7,5	États-Unis	21,4
Japon	6,2	Brésil	7,7
Chine*	5,5	Chine*	3,8
Norvège	1,1	Chili	3,2
Mexique	1,0	Suisse	0,3
Corée du Sud	0,8	Inde	0,2
Philippines	0,8	Côte d'Ivoire	0,2
Australie	0,8	Pérou	0,2
Taiwan	0,7	Vietnam	0,2
Autres pays	6,64	Autres pays	24,0

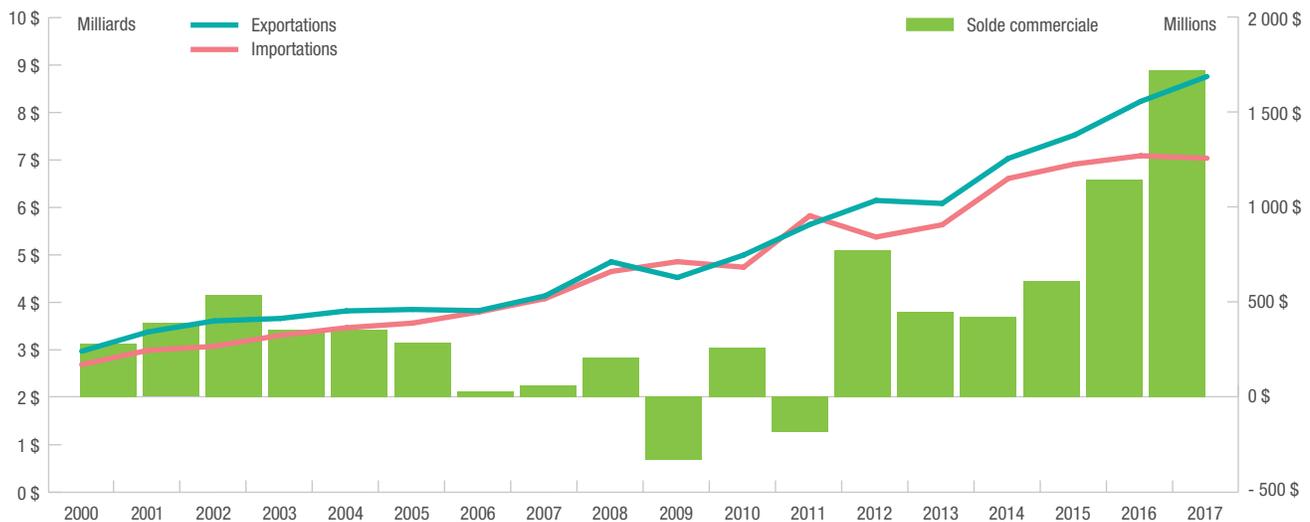
* Y compris Hong Kong.

Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

Un solde commercial bioalimentaire international du Québec positif pour une sixième année consécutive

- En 2017, les exportations bioalimentaires internationales du Québec ont excédé les importations, entraînant un solde commercial positif de près de 1,7 milliard de dollars, c'est-à-dire supérieur à celui de l'année précédente, qui était de 1,1 milliard de dollars. L'importance des exportations du Québec vers les États-Unis compense le bilan négatif observé dans les échanges avec l'Union européenne et les « autres pays ».

FIGURE 10 | COMMERCE BIOALIMENTAIRE INTERNATIONAL DU QUÉBEC EN 2017 (G\$)



Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

Des perspectives positives, tant sur les marchés développés que sur les marchés émergents

- Exportation et développement Canada⁷ (EDC) anticipe une croissance des exportations agroalimentaires canadiennes de 4 % pour 2018 par rapport à 3 % en 2017.
- EDC prévoit également une augmentation de la demande globale de 5 % pour les marchés développés. Cette croissance sera plus vigoureuse sur les marchés émergents (+ 8 %), avec une part grandissante de leur population connaissant une augmentation du revenu moyen. La demande de ces marchés s'orientera toujours plus vers des aliments de qualité et à forte teneur en protéines.
- En ce qui a trait aux produits de la mer, EDC prévoit une croissance de la valeur exportée pour 2018, puisque les prix sont en hausse pour de nombreuses espèces, soutenus par la demande tant des marchés développés (+ 4 %) que des marchés émergents (+ 15 %). Les produits canadiens de la mer étant de plus en plus reconnus et appréciés en Chine et en Corée du Sud, ces deux pays ont réduit leurs droits de douane en 2016 en ce qui les concerne. Compte tenu de l'entrée en vigueur de l'Accord économique et commercial global (AECG) et de l'abolition immédiate des tarifs douaniers pour plusieurs produits de la mer (homard vivant, moule fraîche, crevette surgelée, crabe des neiges), les exportations de cette catégorie continueront d'être importantes, à l'image de 2017 (+ 35 %).

7 Exportation et développement Canada (EDC), *Prévisions à l'exportation* — Automne 2017. <https://edc.trade/fr/pa/pe-rapport/>.



5

LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS



69 689 (+ 6,2 %)
Emplois



29,1 G\$ (+ 4,3 %)
**Livraisons
manufacturières**



7,7 G\$ (+ 3,7 %)
PIB



454 M\$ (- 12 %)
**Investissements
en immobilisations**



1,0 %
**Croissance
des prix des aliments**
vendus par les fabricants

1,3 %
**Croissance
des prix des boissons**
vendues par les fabricants

24 % Valeur des livraisons destinées à l'exportation internationale

Un secteur manufacturier des aliments et des boissons au Québec toujours en expansion

- Pour une quatrième année consécutive, les livraisons manufacturières des fabricants d'aliments et de boissons ont augmenté, atteignant 29,1 milliards de dollars. Les taux de croissance pour 2017 sont respectivement de 4,3 % et de 6,1 % par année depuis 2013. Cela est nettement supérieur aux données relatives à l'Ontario ou au reste du Canada, où la valeur des livraisons s'est accrue de 3,7 % et de 4,7 % respectivement au cours de la même période de 5 ans.
- Ce dynamisme du secteur de la transformation des aliments et des boissons se répercute sur les principaux indicateurs de retombées économiques. Premièrement, le secteur continue de se distinguer sur le plan de la croissance économique, mesurée à partir de l'évolution du PIB réel. Le taux d'augmentation en 2017 était de 3,7 %, soit légèrement plus qu'en 2016 (3,5 %).
- Deuxièmement, le nombre d'emplois a augmenté de 4 092 en 2017 et a atteint 69 689, ce qui représente une hausse de 6,2 %. La croissance relative est plus élevée dans la fabrication de boissons et de produits du tabac (1 288 emplois ou 16 %). Pour les entreprises de transformation d'aliments, la progression est tout de même de 2 804 emplois (4,9 %).

Une croissance soutenue par la demande alimentaire québécoise et les exportations internationales

- Le raffermissement de 4,6 % de la demande alimentaire québécoise a contribué à soutenir l'augmentation des ventes des transformateurs d'aliments et de boissons. Comme plus de la moitié de ces ventes sont destinées au marché québécois, cette contribution est significative.
- Encore une fois, les exportations internationales de produits transformés ont soutenu la croissance des ventes avec un taux de progression de 6,1 % en 2017. Ces exportations représentaient 16 % de la valeur des livraisons d'aliments et de boissons transformés en 2006 et 24 % en 2017.

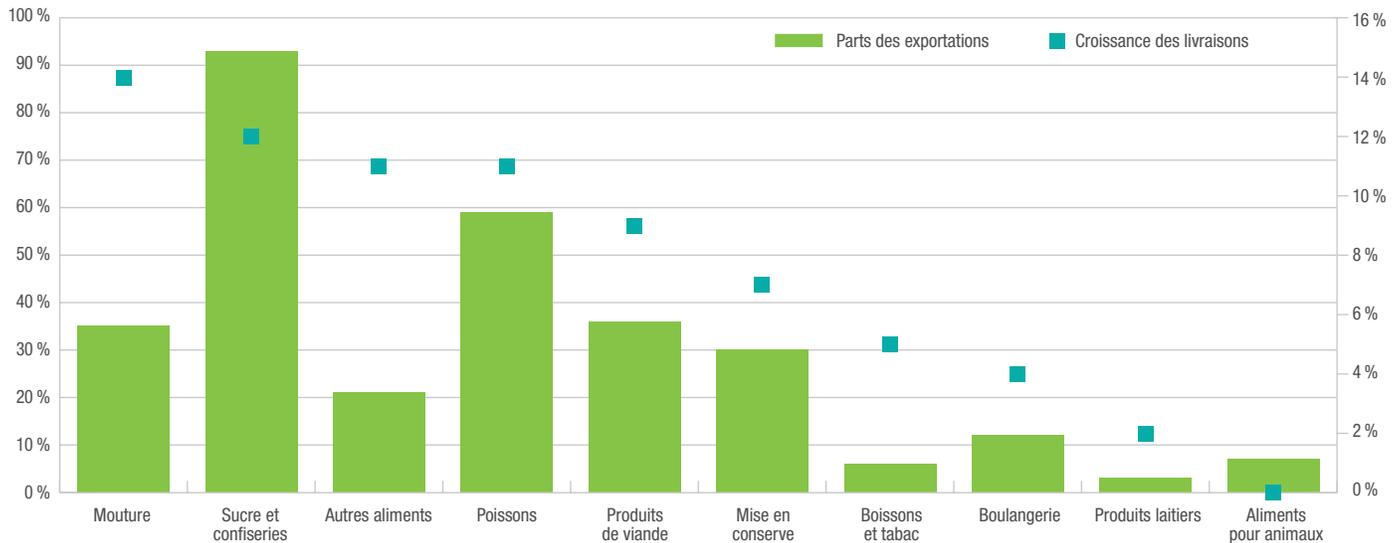
FIGURE 11 | ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES D'ALIMENTS ET DE BOISSONS AU QUÉBEC, DE 2006 À 2017 (G\$)



Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 304-0015 et 301-0008; Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

- Au cours des cinq dernières années, les entreprises qui exportent une part élevée de leurs produits sur les marchés internationaux ont connu des taux de croissance supérieurs à ceux des entreprises qui exercent leurs activités davantage sur le marché intérieur canadien.
- La figure suivante montre que les secteurs ayant des taux de croissance égaux ou supérieurs à 7 % ont exporté au moins 20 % de leur production en moyenne entre 2013 et 2017.

FIGURE 12 | CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DE LA VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES D'ALIMENTS ET DE BOISSONS AU QUÉBEC ET POURCENTAGE MOYEN DES EXPORTATIONS, DE 2013 À 2017 (%)



Sources : Statistique Canada ; Global Trade Atlas ; compilation du MAPAQ.

Un dynamisme qui repose sur une croissance modérée du stock de capital

- Les investissements prévus pour 2017, d'une valeur de 454 millions de dollars, étaient supérieurs de 6,0 % à la moyenne des 10 années précédentes, mais inférieurs de 12 % à ceux de 2016. Les investissements avaient toutefois atteint, en 2016, un sommet depuis plus de 10 ans. Ces investissements permettent d'acquérir de nouveaux actifs et aussi de rénover, remettre à neuf et restaurer les actifs existants.
- Ces investissements sont comparés aux valeurs d'amortissements qui tiennent compte du vieillissement et de la perte d'efficacité des actifs pour estimer la valeur du stock de capital.

LIEN ENTRE LES INVESTISSEMENTS ET LE STOCK DE CAPITAL

$$\text{Stock (au début de l'année 1)} + \text{investissements (année 1)} - \text{amortissements (année 1)} = \text{stock (au début de l'année 2)}$$

- Au chapitre du remplacement du stock de capital, les entreprises de transformation des aliments et des boissons au Québec performant mieux que celles de l'Ontario. Leur performance est toutefois inférieure à la moyenne canadienne pour la période de 2006 à 2016. Ainsi, pour 100 \$ d'investissements en transformation alimentaire, le stock de capital a augmenté de 10 \$ au Québec, de 8 \$ en Ontario et de 15 \$ au Canada. Cela veut dire que 90 % des investissements effectués au cours des dix dernières années au Québec ont servi à compenser les amortissements, c'est-à-dire le stock de capital consommé (ou détruit) lors de la production des biens transformés.
- Le secteur de la transformation des aliments et des boissons au Québec dispose ainsi de plus de capital pour exercer ses activités de production, soit 3,7 milliards de dollars en 2016 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles). Le stock de capital d'une année est calculé en additionnant les investissements au stock de capital de l'année précédente et en soustrayant les amortissements. Ces derniers tiennent compte du vieillissement et de la perte d'efficacité du capital.

FIGURE 13 | ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ET DU STOCK DE CAPITAL DU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS AU QUÉBEC, DE 2006 À 2016 (M\$)



Sources : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, adaptée par l'Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada, Flux et stock de capital non résidentiel ; compilation du MAPAQ.



6

LES PÊCHES ET L'AQUACULTURE

VALEUR DES DÉBARQUEMENTS

377 M\$

91 %

Part des crustacés dans
la valeur des débarquements



VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES

640 M\$

513 M\$
Importations
internationales



454 M\$
Exportations
internationales



1 282
Exploitations



146 M\$
PIB
Transformation



5 200
Emplois
Pêche et transformation

Des prix de vente à la hausse et une augmentation du volume des débarquements

- Le volume des débarquements de crustacés a augmenté de 8 % en 2017 et est passé à 38 800 tonnes, un chiffre s’approchant de celui de 2015. En fait, la quantité de débarquements en 2013, soit 41 000 tonnes, apparaît de plus en plus comme un record de production.
- Cette hausse de l’offre entre 2016 et 2017 s’explique par les volumes des débarquements du crabe des neiges et du homard d’Amérique, qui se sont accrus respectivement de plus de 5 000 tonnes et de 2 500 tonnes, ce qui correspond à des augmentations de 37 % et de 50 %. Cette hausse de la quantité s’est accompagnée de l’appréciation des prix du crabe des neiges, qui se sont élevés de 34 % par rapport à 2016 et de 76 % par rapport à 2015. La tendance est inverse en ce qui concerne la crevette nordique, pour laquelle le volume des débarquements et les prix ont baissé respectivement de 29 % et de 20 %.

TABLEAU 9 | ÉVOLUTION DU VOLUME DES DÉBARQUEMENTS DE CRUSTACÉS AU QUÉBEC, DE 2014 À 2017 (TONNES/POIDS VIF)

	2014	2015	2016*	2017*	2017-2016
PÊCHES MARITIMES	57 527	57 180	54 038	54 713	1 %
CRUSTACÉS	39 290	39 037	35 841	38 828	8 %
Crabe des neiges	15 825	14 766	14 242	19 502	37 %
Crevette nordique	18 136	18 371	16 529	11 698	- 29 %
Homard d’Amérique	5 329	5 900	5 070	7 628	50 %
AUTRES	18 237	18 143	18 197	15 885	- 13 %

* Données préliminaires.

Source : Ministère des Pêches et des Océans, région du Québec ; compilation du MAPAQ.

Un nouveau sommet pour la valeur des débarquements maritimes

- Cette progression du volume des débarquements et des prix obtenus par les pêcheurs pour certains crustacés s’est transférée à la valeur des débarquements de crustacés, qui a augmenté de 48 % en 2017.
- Comme les crustacés représentent plus de 90 % de la valeur totale des débarquements des pêches maritimes, cette dernière s’est accrue de 42 %. La valeur des débarquements des autres espèces, principalement des poissons de fond et des mollusques, a diminué de 2 %.

TABLEAU 10 | ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES DÉBARQUEMENTS DES PÊCHES MARITIMES AU QUÉBEC, DE 2014 À 2017 (M\$)

	2014	2015	2016*	2017*	2017-2016
PÊCHES MARITIMES	203	239	266,4	377,2	42 %
CRUSTACÉS	175	209	232,5	344	48 %
Crabe des neiges	91	86	109	200,2	84 %
Crevette nordique	33	49	48,9	27,6	- 44 %
Homard d’Amérique	51	74	74,6	116,2	56 %
AUTRES	28	30	33,9	33,2	- 2 %

* Données préliminaires.

Source : Ministère des Pêches et des Océans, région du Québec ; compilation du MAPAQ.

Un bond de 33 % de la valeur des livraisons pour l'industrie de la transformation des poissons et des fruits de mer

- L'industrie de la transformation des poissons et des fruits de mer reçoit près de 90 % des ventes de la pêche québécoises⁸.
- La valeur des livraisons des usines de cette industrie a fait un bond de 33 % en 2017 pour s'établir à 640 millions de dollars. Il s'agit d'un nouveau record qui dépasse de 60 % la moyenne des 10 années précédentes et qui a été obtenu grâce aux exportations.
- Près des deux tiers des ventes de l'industrie sont destinés au marché d'exportation international. Avec les exportations vers les autres provinces canadiennes, estimées à 159 millions de dollars⁹, les marchés d'exportation interprovincial et international englobent environ 90 % de la valeur des livraisons de poissons et de fruits de mer transformés au Québec en 2017.

TABLEAU 11 | RÉPARTITION DES VENTES DE L'INDUSTRIE DE LA PRÉPARATION ET DU CONDITIONNEMENT DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER DU QUÉBEC ENTRE LES MARCHÉS INTERNATIONAL ET CANADIEN, DE 2014 À 2017

	2014	2015	2016*	2017*	2017-2016
LIVRAISONS TOTALES (M\$)	442	480	480	640	33 %
EXPORTATIONS INTERNATIONALES (M\$)	252	257	325	422	30 %
EXPORTATIONS INTERNATIONALES (%)	57 %	54 %	68 %	66 %	-
VENTES AU CANADA (M\$)	190	223	155	218	41 %
VENTES AU CANADA (%)	43 %	46 %	32 %	34 %	-

Source : Statistique Canada ; compilation du MAPAQ.

8 « Les flux économiques de l'industrie des poissons et des fruits de mer au Québec en 2013 », *BioClips*, vol. 23, n° 31, 10 novembre 2015.

http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Bioclips/Bioclips2015/Volume_23_no31.pdf

9 *Ibid.* http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Bioclips/Bioclips2015/Volume_23_no31.pdf



7

L'AGRICULTURE

**RECETTES
MONÉTAIRES
PROVENANT
DU MARCHÉ**

8,5 G\$

63 %

Part des productions animales
dans les recettes monétaires
provenant du marché



**RECETTES
MONÉTAIRES
AGRIQUES**

8,8 G\$

REVENU AGRICOLE NET

1,3 G\$



5 % Terres cultivables au Canada

14 % Part des recettes monétaires
canadiennes provenant du marché



1,7 G\$

**Exportations
internationales**
de produits agricoles primaires

3,6 G\$ (0,4 %)

PIB agricole



28 000

**Exploitations
agricoles**



645 M\$

**Dépenses en
immobilisations agricoles**
(productions végétales
et productions animales)



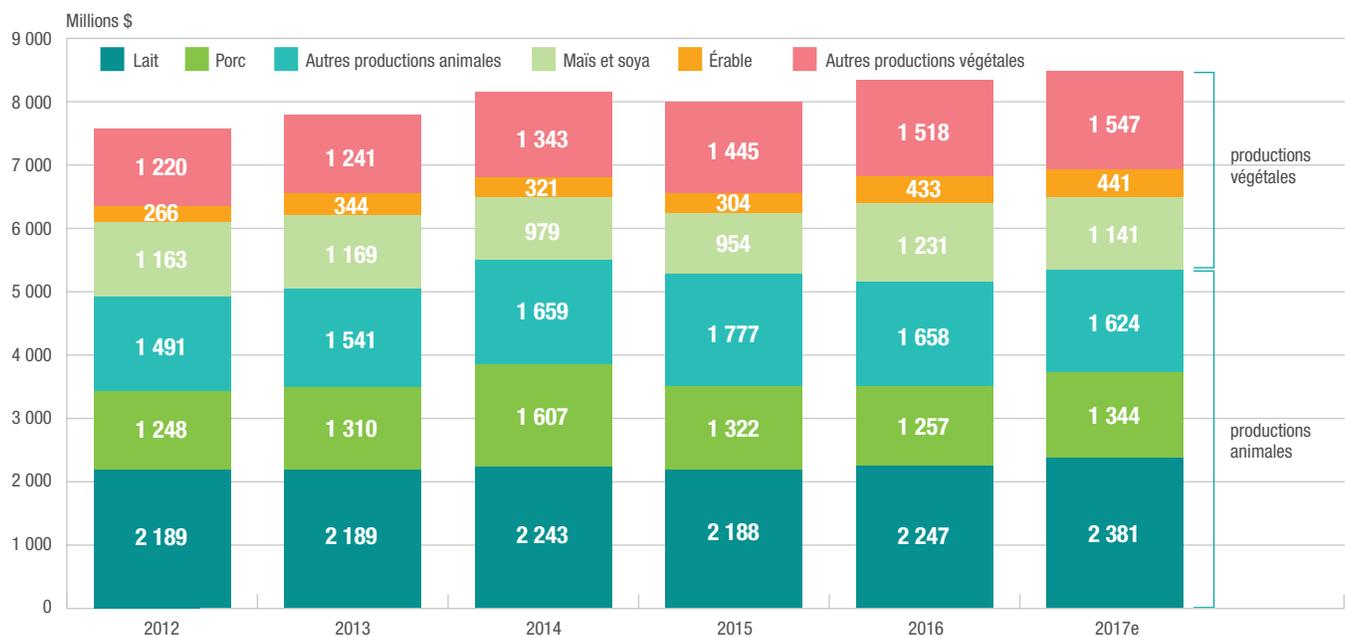
57 058

Emplois agricoles

Une augmentation des ventes agricoles grâce aux secteurs du lait et du porc

- La hausse de la production de lait et de meilleurs prix pour les éleveurs de porc ont favorisé, en 2017, la croissance des recettes monétaires agricoles tirées du marché au Québec.
- Ces facteurs ont contribué à une augmentation de l'ordre de 190 millions de dollars pour les ventes agricoles dans l'ensemble des productions animales au Québec, qui ont ainsi atteint 5,3 milliards de dollars en 2017. La production de lait s'est accrue en réponse à une demande grandissante pour certains types de produits laitiers. Quant aux prix de référence internationaux du porc, ils ont augmenté malgré la hausse de la production américaine, et ce, grâce à la vigueur de la demande de certains marchés d'importation.
- La valeur des recettes monétaires provenant du marché dans les productions végétales a diminué de près de 55 millions de dollars en 2017 au Québec. La réduction des quantités commercialisées de soya¹⁰ ainsi qu'une baisse des volumes récoltés de fruits tels que le bleuets et la canneberge ont contribué à cette diminution. Dans l'ensemble, la valeur des ventes des productions végétales a totalisé 3,1 milliards de dollars en 2017.
- Selon les estimations disponibles, les recettes monétaires agricoles provenant du marché ont ainsi atteint 8,5 milliards de dollars en 2017, soit 135 millions de plus qu'en 2015.

FIGURE 14 | RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES PROVENANT DU MARCHÉ AU QUÉBEC (M\$), DE 2012 À 2017



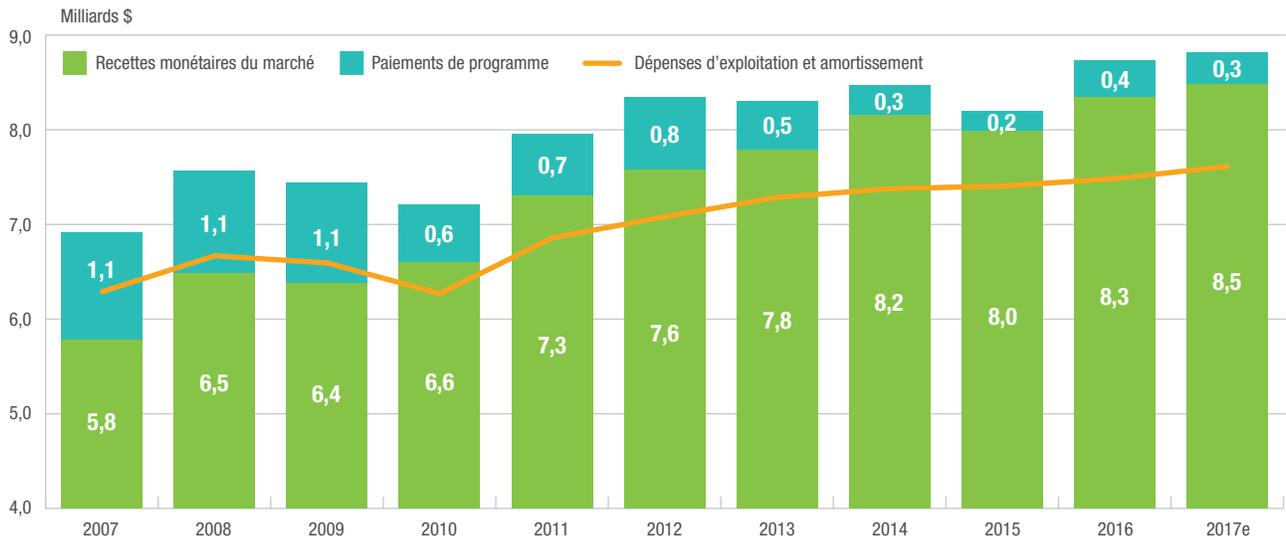
e : estimation.

Sources : Statistique Canada; estimations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et du MAPAQ pour 2017; compilation du MAPAQ.

- Avec les paiements de programmes gouvernementaux, les recettes monétaires agricoles totales se sont élevées à 8,8 milliards de dollars au Québec en 2017, comparativement à 8,7 milliards de dollars l'année précédente.
- Parallèlement, les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles ont augmenté de 2 % en 2017 pour atteindre 6,7 milliards de dollars. En particulier, le coût des combustibles s'est accru de l'ordre de 10 %. Dans ce contexte, le revenu monétaire net des producteurs agricoles au Québec a atteint 2,1 milliards de dollars pour une deuxième année consécutive. Compte tenu des dépenses au titre de l'amortissement et de la valeur de la variation des stocks, le revenu agricole net s'est élevé à 1,3 milliard de dollars en 2017, comparativement à 1,2 milliard de dollars en 2016.

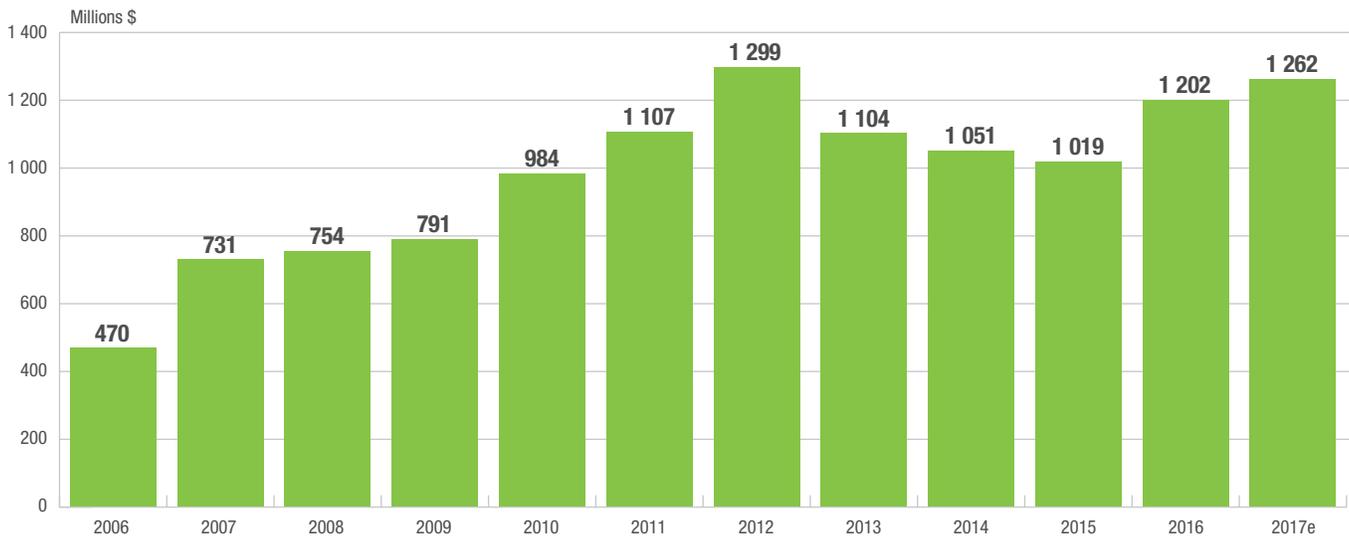
¹⁰ La baisse du volume de soya commercialisé en 2017 résulte principalement des décisions des exploitants agricoles en matière d'écoulement de leur production plutôt que d'une récolte moins abondante. Une proportion plus importante de la récolte de 2016 a notamment été commercialisée avant le début de l'année 2017, comparativement à la proportion de la récolte de 2017 qui l'a été avant le début de l'année 2018.

FIGURE 15 | REVENUS ET DÉPENSES AGRICOLES AU QUÉBEC, DE 2007 À 2017



e : estimation.
Source : Statistique Canada ; compilation du MAPAQ.

FIGURE 16 | REVENU AGRICOLE NET AU QUÉBEC, DE 2006 À 2016 (Après l'amortissement et la valeur de la variation des stocks.)



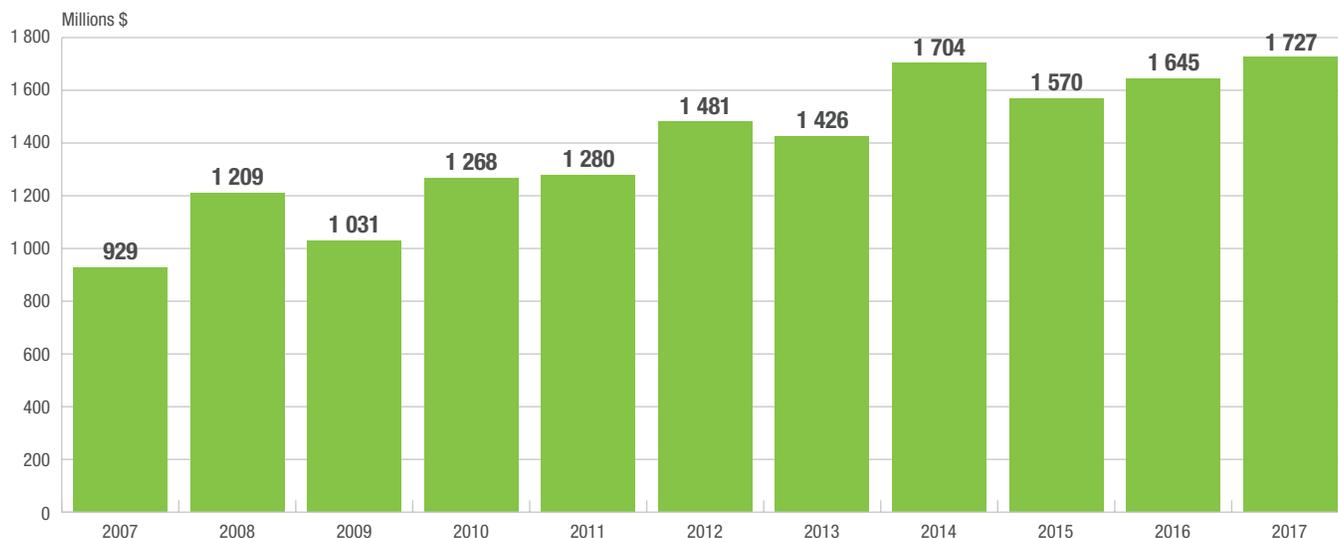
e : estimation.
Source : Statistique Canada ; estimations d'AAC pour 2017 ; compilation du MAPAQ.

- Le PIB du secteur agricole au Québec a affiché, en 2017, une augmentation de 0,4 %. La hausse de la production dans le secteur laitier et un nouveau record de production dans le secteur acéricole ont contribué à ce que le PIB agricole atteigne plus de 3,6 milliards de dollars en 2017¹¹. La réduction des volumes récoltés dans certaines cultures a par ailleurs atténué la croissance du PIB agricole. Rappelons toutefois que d'abondantes récoltes avaient contribué à des augmentations annuelles de 5 % du PIB agricole en 2015 et en 2016.

11 Dollars enchaînés de 2007.

- Les investissements dans le secteur de l'agriculture se sont chiffrés à 645 millions de dollars au Québec selon les résultats provisoires de 2017. Après avoir diminué jusqu'à un plancher de l'ordre de 550 millions de dollars en 2013, ces investissements se sont redressés quelque peu au cours des récentes années. Le regain des projets d'investissement signalé dans le secteur du lait a notamment contribué à ce relèvement.
- Se chiffrant à 1,7 milliard de dollars, les exportations de produits agricoles non transformés représentent environ le cinquième des exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec. Provenant majoritairement des secteurs des cultures agricoles, elles ont augmenté de près de 90 % au cours des dix dernières années, à la faveur notamment du relèvement structurel des prix des grains et des oléagineux¹².

FIGURE 17 | VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES NON TRANSFORMÉS, DE 2007 À 2017



Source : Industrie Canada ; compilation du MAPAQ.

¹² La croissance des exportations d'oléagineux non transformés est principalement due aux fèves de soya, dont les expéditions vers l'étranger ont été enregistrées au Québec, alors qu'une partie a été produite ailleurs au Canada.



8

LA CONCLUSION D'ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE AU COURS DE LA PÉRIODE 2017-2018

Les accords commerciaux établissent un cadre pour les règles en matière de commerce des produits agricoles et alimentaires. À cet égard, la section qui suit présente les faits saillants de l'année 2017-2018.

8.1 LA CONCLUSION ET LA MISE EN ŒUVRE D'ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE AU COURS DE L'ANNÉE 2017-2018

Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne

L'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne est entré en vigueur de façon provisoire le 21 septembre 2017, ce qui s'est traduit par l'élimination immédiate de 93,6 % des tarifs douaniers agricoles ainsi que par la hausse de certains contingents tarifaires européens et canadiens.

Cet accord prévoit un contingent tarifaire supplémentaire de fromage correspondant à 17 700 tonnes (16 000 tonnes de fromage de spécialité et 1 700 tonnes de fromage industriel). L'entrée sur le marché canadien de ces quantités additionnelles de fromage sera échelonnée sur une période de six ans. Au terme de l'année 2017, c'est donc un contingent supplémentaire total de près de 825 000 kilogrammes de fromage qui était disponible pour l'importation.

L'AECG permettra au Canada d'obtenir un contingent tarifaire en franchise de droits de 12 500 tonnes de porc (équivalent carcasse) dès la première année de son entrée en vigueur et jusqu'à 75 000 tonnes la sixième année et les suivantes. De la même manière, un contingent de 5 140 tonnes de bœuf frais et de 2 500 tonnes de bœuf congelé était disponible dès 2017. Au terme des six années d'augmentation, ces contingents seront respectivement de 30 840 tonnes de viande bovine fraîche et de 15 000 tonnes de viande bovine congelée.

Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste

Le 23 janvier 2017, le président américain, M. Donald Trump, a officialisé le retrait des États-Unis du Partenariat transpacifique (PTP). Les discussions se sont poursuivies pour que soit relancé le PTP dans onze pays. Le 23 janvier 2018, les pays membres de ce qui s'appellera dorénavant l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) ont annoncé qu'ils en étaient arrivés à un accord de principe. Le PTPGP a été signé le 8 mars 2018. Il pourra entrer en vigueur après que 50 % des pays signataires (au moins six) auront procédé à sa ratification.

Le PTPGP comprend l'ensemble des engagements du PTP, à l'exception de quelques dispositions pour la plupart très techniques. L'élimination des tarifs prévue dans le PTPGP aura des conséquences favorables pour les exportations bioalimentaires québécoises et canadiennes, notamment grâce à l'ouverture du marché japonais. Le PTPGP prévoit toutefois un accès supplémentaire au marché canadien par l'augmentation des contingents tarifaires pour tous les produits sous gestion de l'offre (produits laitiers, volailles, œufs).

Accord de libre-échange canadien

L'Accord de libre-échange canadien (ALEC) est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2017 et remplace l'Accord sur le commerce intérieur, lequel était en vigueur depuis 1995. L'ALEC regroupe l'ensemble des provinces et des territoires du Canada ainsi que le gouvernement fédéral. Il engage les gouvernements à l'égard d'un éventail de règles qui devraient favoriser le commerce interprovincial au Canada.

L'Accord de libre-échange canadien prévoit, entre autres, la création d'une table de coopération et de conciliation réglementaires dont le mandat sera d'examiner, en vue de leur conciliation, les doubles emplois de mesures réglementaires qui ont pour effet de créer des obstacles au commerce interprovincial. Cette table produira chaque année un plan de travail concernant les mesures devant faire l'objet d'un processus de conciliation. Le premier plan de travail est attendu pour le printemps 2018.

8.2 LES NÉGOCIATIONS EN COURS

Accord de libre-échange nord-américain

Le 22 janvier 2017, le président Trump a confirmé sa volonté de renégocier les dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), afin « d'obtenir de meilleures conditions pour les États-Unis ». En cas d'impasse, les États-Unis ont indiqué qu'ils pourraient se retirer de l'ALENA, après le dépôt d'un préavis écrit de six mois.

Le premier cycle de négociation visant à moderniser l'ALENA s'est déroulé à Washington du 16 au 20 août 2017. Les cycles suivants ont eu lieu en alternance au Mexique, aux États-Unis et au Canada.

De façon générale, les principaux enjeux de cette négociation pour le secteur bioalimentaire québécois sont :

1. le maintien de l'accès aux marchés pour les exportations;
2. la protection des secteurs sous gestion de l'offre;
3. l'amélioration de la coopération réglementaire pour faciliter le passage à la frontière des produits exportés et importés.

Certains objectifs rendus publics par l'administration américaine sont spécifiques du secteur bioalimentaire et ont été élaborés à l'égard de mesures maintenues au Canada dans les secteurs sous gestion de l'offre. Au cours du processus, les négociateurs américains ont d'ailleurs adopté des positions qualifiées de radicales qui remettraient en cause l'existence même de la gestion de l'offre au Canada.

En 2017, la valeur totale des exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec s'élevait à plus de 8,8 milliards de dollars. Une part de 69 % de ces exportations était destinée au marché des États-Unis, soit une valeur de près de 6,0 milliards de dollars. Le Québec importe des produits bioalimentaires des États-Unis pour une valeur de 1,5 milliard de dollars.

Mercosur

Le bloc commercial sud-américain du Mercosur est une union douanière créée en 1991 par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le 23 février 2018, le gouvernement canadien a annoncé la fin des discussions exploratoires avec les pays du Mercosur et le lancement de négociations en vue d'un accord de libre-échange. La première ronde de négociations s'est tenue à Ottawa du 20 au 23 mars 2018. Le gouvernement canadien avait déjà tenu des consultations à ce sujet en mai 2017.

Alliance du Pacifique

L'Alliance du Pacifique est une initiative d'intégration régionale créée en 2011 par le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Le 29 juin 2017, lors d'une réunion de leur conseil des ministres, les pays membres de l'Alliance ont invité certains États observateurs (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Singapour) à devenir des membres associés. Bien que le Canada ait déjà conclu des accords de libre-échange avec les quatre membres de l'Alliance, le fait de devenir un membre associé nécessitera un nouvel accord propre à celle-ci. Le gouvernement canadien a déjà tenu des consultations à ce sujet en septembre 2017.

Autres accords

Au cours des dernières années, le gouvernement canadien a entamé des négociations visant à conclure ou à moderniser des accords de libre-échange avec l'Inde, le marché commun des Caraïbes (CARICOM), le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, le Maroc, la République dominicaine et le Costa Rica. Ces négociations n'ont toutefois pas beaucoup progressé au cours de la dernière année.

8.3 LES ACTIVITÉS EXPLORATOIRES

Chine

Le 22 septembre 2016, le Canada et la République populaire de Chine ont annoncé le lancement de discussions exploratoires en vue d'un possible accord de libre-échange entre les deux pays, avec l'objectif de doubler les échanges d'ici 2025.

La première série de discussions en personne a eu lieu entre le 20 et le 24 février 2017 à Beijing. D'autres discussions se sont ensuite tenues en alternance à Ottawa et à Beijing au cours de la même année. Ces discussions ont permis aux deux parties d'échanger des informations quant à la réglementation en vigueur dans chacun des pays et d'étudier les paramètres d'un éventuel accord de libre-échange Canada-Chine.

Du 4 mars au 2 juin 2017, le gouvernement du Canada a tenu des consultations publiques sur ce possible accord de libre-échange (ALE) avec la Chine.

Le Canada et la Chine ont tenté de s'entendre pour lancer officiellement les négociations en décembre 2017, lors d'un voyage du premier ministre canadien en Chine, ce qui n'a finalement pas été possible. Les discussions exploratoires devront donc se poursuivre.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)

Le 8 septembre 2017, le Canada et les États membres de l'ANASE (Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam) ont annoncé le lancement de discussions exploratoires en vue d'un possible accord de libre-échange (ALE). Ces discussions permettent d'échanger des informations relativement à l'approche à privilégier ainsi qu'aux régimes internes de réglementation et d'explorer les détails d'un possible ALE Canada-ANASE.

Royaume-Uni (Brexit)

À la suite d'une volonté exprimée lors du scrutin de juin 2016, la sortie définitive du Royaume Uni de l'Union européenne (Brexit) se fera le 29 mars 2019. Le 7 mars 2018, le président du Conseil européen, M. Donald Tusk, a présenté son « projet de lignes directrices sur le cadre de la future relation » avec le Royaume-Uni. Ces lignes directrices ont depuis été adoptées par les 27 États membres de l'UE. Bien que le Royaume-Uni se concentre actuellement sur les négociations relatives au Brexit, la première ministre, M^{me} Theresa May, a déjà indiqué sa volonté de conclure des accords de commerce avec d'autres pays, notamment le Canada.

8.4 LES LITIGES

Contestation de l'Australie en ce qui a trait aux mesures régissant la vente de vin au Canada

Le 12 janvier 2018, le gouvernement fédéral a reçu une demande de consultation officielle de la part de l'Australie en vertu du mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) concernant des mesures maintenues par la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Québec et la Nouvelle-Écosse relativement à la vente de vin. L'Argentine, le Chili, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne ont également demandé de participer à la consultation, ce que le Canada a accepté. Rappelons que la demande de consultation constitue la première étape du processus de règlement des différends de l'OMC.

ANNEXES

TABLEAU 12 | PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC, 2016 ET 2017

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DE BASE (M\$)	2016	2017	VARIATION (%) 2017-2016
Agriculture et pêches	3 845	3 868	0,6 %
Fabrication des aliments, des boissons et du tabac	7 468	7 741	3,7 %
Commerce de gros (agricole, alimentation, boissons et tabac)	3 349	3 664	9,4 %
Magasins d'alimentation	3 264	3 349	2,6 %
Services de restauration et débits de boissons	5 518	5 797	5,1 %
Total bioalimentaire*	24 473	25 536	4,3 %
Industries manufacturières	44 401	46 053	3,7 %
Ensemble de l'économie	318 868	328 688	3,1 %
EMPLOIS	2016	2017	VARIATION (%) 2017-2016
Pêches et aquaculture	3 822	3 724	- 2,6 %
Agriculture	56 500	57 100	1,1 %
Fabrication des aliments, des boissons et du tabac	65 597	69 689	6,2 %
Commerce de gros (agricole, alimentation, boissons et tabac)	28 323	28 389	0,2 %
Magasins d'alimentation	125 123	125 598	0,4 %
Restauration commerciale	218 502	224 844	2,9 %
Total bioalimentaire	497 867	509 344	2,3 %
Ensemble de l'économie	4 133 100	4 223 300	2,2 %
IMMOBILISATIONS (M\$)	2016	2017	VARIATION (%) 2017-2016
Agriculture	638	645	1,0 %
Fabrication des aliments, des boissons et du tabac	515	454	- 11,8 %
Magasins d'alimentation	184	258	40,5 %
Commerce de gros	85	99	15,2 %
Restauration commerciale	294	211	- 28,1 %
Total immobilisations bioalimentaires	1 716	1 666	- 2,9 %
Ensemble de l'économie	34 776	35 890	3,2 %

* Ce total inclut les autres magasins (ex.: Walmart), services de restauration (hôtels et institutionnels) et les circuits courts de distribution (ex. : marchés publics).

INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ (M\$)	2016	2017	VARIATION (%) 2017-2016
Recettes monétaires agricoles totales	8 736,6	8 819,7	1,0 %
Livraisons manufacturières des aliments	23 598,8	24 659,0	4,5 %
Livraisons manufacturières des boissons et du tabac	4 272,1	4 410,9	3,2 %
Demande alimentaire intérieure (G\$)	42,8	44,8	4,6 %
Ventes alimentaires au détail et circuits alternatifs (G\$)	27,1	28,0	3,4 %
Ventes des services alimentaires (HRI) (G\$)	15,0	16,0	6,8 %
Exportations internationales de produits alimentaires	8 231,4	8 758,9	6,4 %
Importations internationales de produits alimentaires	7 103,3	7 037,3	- 0,9 %
CROISSANCE DES PRIX À LA CONSOMMATION (%)	2016	2017	
Aliments	1,1 %	0,3 %	s. o.
Aliments achetés en magasin	0,6 %	- 0,5 %	s. o.
Aliments achetés au restaurant	2,0 %	2,5 %	s. o.
Boissons alcoolisées	0,7 %	0,1 %	s. o.
Boissons alcoolisées achetées en magasin	0,5 %	0,1 %	s. o.
Boissons alcoolisées achetées dans les établissements ayant un permis d'alcool	1,3 %	0,1 %	s. o.
Ensemble des biens et services (Inflation)	0,7 %	1,0 %	s. o.
AUTRES	2016	2017	VARIATION (%) 2017-2016
Revenu agricole net comptant (M\$)	2 149,9	2 115,5	- 1,6 %
Revenu agricole net réalisé (M\$)	1 273,4	1 226,5	- 3,7 %
Revenu net total des exploitations agricoles (M\$)	1 201,9	1 261,6	5,0 %
Population totale (K)	8 321,9	8 394,0	0,9 %
Population active (K)	4 448,3	4 495,7	1,1 %
Taux de chômage (%)	7,1	6,1	- 14,1 %
Taux d'emploi (%)	60,0	60,9	1,5 %
Taux de change (\$ CA/\$ US)	75,44	77,04	2,1 %
Taux officiel d'escompte (%)	0,75	0,96	28,0 %

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec ; compilation et estimations du MAPAQ.

TABLEAU 13 | RECETTES, DÉPENSES ET REVENU NET EN AGRICULTURE AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET AU CANADA, DE 2015 À 2017 (M\$)

QUÉBEC	2015	2016	2017	VARIATION (%) 2016-2015	VARIATION (%) 2017-2016
Cultures, total	2 703,3	3 182,4	3 129,0	17,7	- 1,7
Bétail, total	5 286,6	5 161,1	5 349,3	- 2,4	3,6
Recettes monétaires de marché	7 990,0	8 343,5	8 478,3	4,4	1,6
Paiements directs	201,4	393,1	341,4	95,2	- 13,1
RECETTES MONÉTAIRES (TOTAL)	8 191,3	8 736,6	8 819,7	6,7	1,0
Moins les dépenses d'exploitation après remises	6 511,1	6 586,7	6 704,2	1,2	1,8
REVENU NET COMPTANT	1 680,3	2 149,9	2 115,5	27,9	- 1,6
Plus le revenu en nature	14,0	13,1	n. d.	- 6,8	s. o.
Moins les frais d'amortissement	886,5	889,5	n. d.	0,3	s. o.
REVENU NET RÉALISÉ	807,8	1 273,4	1 226,5	57,6	- 3,7
Plus la valeur de la variation des stocks	211,6	- 71,5	35,1	s.o.	s. o.
REVENU NET TOTAL	1 019,4	1 201,9	1 261,6	17,9	5,0
ONTARIO	2015	2016	2017	VARIATION (%) 2016-2015	VARIATION (%) 2017-2016
Cultures, total	6 369,7	6 702,0	6 508,9	5,2	- 2,9
Bétail, total	6 164,2	6 051,2	6 351,6	- 1,8	5,0
Recettes monétaires de marché	12 533,9	12 753,2	12 860,5	1,7	0,8
Paiements directs	315,0	361,3	355,9	14,7	- 1,5
RECETTES MONÉTAIRES (TOTAL)	12 848,9	13 114,5	13 216,4	2,1	0,8
Moins les dépenses d'exploitation après remises	10 285,7	10 242,1	10 465,1	- 0,4	2,2
REVENU NET COMPTANT	2 563,2	2 872,5	2 751,3	12,1	- 4,2
Plus le revenu en nature	12,9	11,6	n. d.	- 10,6	s. o.
Moins les frais d'amortissement	1 472,1	1 482,0	n. d.	0,7	s. o.
REVENU NET RÉALISÉ	1 104,1	1 402,0	1 254,2	27,0	- 10,5
Plus la valeur de la variation des stocks	187,2	- 218,8	319,9	s. o.	s. o.
REVENU NET TOTAL	1 291,3	1 183,2	1 574,1	- 8,4	33,0
CANADA	2015	2016	2017	VARIATION (%) 2016-2015	VARIATION (%) 2017-2016
Cultures, total	32 008,5	33 992,8	34 455	6,2	1,4
Bétail, total	25 679,5	23 881,2	24 819	- 7,0	3,9
Recettes monétaires de marché	57 688,0	57 874,0	59 274	0,3	2,4
Paiements directs	2 134,8	2 442,2	2 570	14,4	5,2
RECETTES MONÉTAIRES (TOTAL)	59 822,8	60 316,2	61 844	0,8	2,5
Moins les dépenses d'exploitation après remises	44 836,5	44 913,1	45 606	0,2	1,5
REVENU NET COMPTANT	14 986,3	15 403,1	16 238	2,8	5,4
Plus le revenu en nature	61,6	55,1	n. d.	- 10,4	s. o.
Moins les frais d'amortissement	6 948,3	7 016,6	n. d.	1,0	s. o.
REVENU NET RÉALISÉ	8 099,6	8 441,7	9 158	4,2	8,5
Plus la valeur de la variation des stocks	- 80,2	1 212,7	764	s. o.	s. o.
REVENU NET TOTAL	8 019,5	9 654,4	9 922	20,4	2,8

Sources : Statistique Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, estimations pour 2017 (mars 2018) ; compilation du MAPAQ.

TABLEAU 14 | VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE L'INDUSTRIE DES ALIMENTS, DES BOISSONS ET DU TABAC AU QUÉBEC, 2016 ET 2017 (K\$)

CODE SCIAN	SECTEUR	2016	2017	VARIATION 2017-2016
311	Fabrication d'aliments	23 598 811	24 658 946	4,5 %
31 111	Fabrication d'aliments pour animaux	2 152 010	2 134 760	-0,8 %
3112	Mouture de céréales et de graines oléagineuses	1 203 140	1 191 161	-1,0 %
3113	Fabrication de sucre et de confiseries	1 491 060	1 550 876	4,0 %
3114	Mise en conserve de fruits et de légumes et préparation de spécialités alimentaires	1 892 948	1 943 684	2,7 %
3115	Fabrication de produits laitiers	5 388 223	5 388 819	0,0 %
3116	Fabrication de produits de viande	6 267 236	6 703 107	7,0 %
3117	Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	480 437	640 059	33,2 %
3118	Boulangeries et fabrication de tortillas	1 901 594	1 916 399	0,8 %
3119	Fabrication d'autres aliments	2 822 163	3 190 081	13,0 %
312	Fabrication de boissons et de produits du tabac	4 272 098	4 410 882	3,2 %
	GRAND TOTAL, ALIMENTS, BOISSONS & TABAC	27 870 909	29 069 828	4,1 %

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec; compilation et estimations du MAPAQ.

TABLEAU 15 | EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPE DE PRODUITS, 2016 ET 2017 (M\$)

PRODUITS	VALEUR EN 2016	VALEUR EN 2017	VARIATION 2017-2016	PARTS EN 2017
Viande porcine	1 587,6	1 638,1	3,2 %	18,7 %
Préparations de cacao	1 174,6	1 145,5	- 2,5 %	13,1 %
Fruits, légumes et préparations	740,8	811,3	9,5 %	9,3 %
Oléagineux	562,7	646,4	14,9 %	7,4 %
Préparations alimentaires diverses	564,5	535,4	- 5,2 %	6,1 %
Produits céréaliers	467,4	499,3	6,8 %	5,7 %
Poissons et fruits de mer	336,9	453,9	34,7 %	5,2 %
Produits de l'érable	362,3	369,8	2,1 %	4,2 %
Café, thé et produits	237,3	336,2	41,7 %	3,8 %
Boissons	312,2	356,7	14,2 %	4,1 %
Viandes de volaille et œufs	346,2	315,1	- 9,0 %	3,6 %
Aliments pour animaux	249,6	278,7	11,7 %	3,2 %
Céréales non transformées	218,0	232,2	6,5 %	2,7 %
Produits divers	175,8	183,6	4,5 %	2,1 %
Confiseries à base de sucre	186,0	197,2	6,0 %	2,3 %
Produits oléagineux (essentiellement l'huile de canola)	149,6	153,4	2,5 %	1,8 %
Viande bovine	152,6	141,3	- 7,4 %	1,6 %
Animaux vivants	128,6	93,1	- 27,6 %	1,1 %
Autres groupes bioalimentaires	278,8	371,4	33,2 %	4,2 %
TOTAL BIOALIMENTAIRE	8 231,4	8 758,4	6,4 %	100,0 %

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec ; compilation et estimations du MAPAQ.

TABLEAU 16 | IMPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPE DE PRODUITS, 2016 ET 2017 (M\$)

PRODUITS	VALEUR EN 2016	VALEUR EN 2017	VARIATION 2017-2016	PARTS EN 2017
Fruits, légumes et préparations	1 522,9	1 490,9	-2,1 %	21,2 %
Boissons, liquides alcooliques et vinaigre	1 475,7	1 562,4	5,9 %	22,2 %
Cacao et préparations	825,2	723,9	- 12,3 %	10,3 %
Sucre et sucreries	636,4	535,8	- 15,8 %	7,6 %
Produits marins	353,5	411,1	16,3 %	5,8 %
Café, thé, maté et épices	378,2	428,1	13,2 %	6,1 %
Préparations à base de céréales et de farine	294,7	319,7	8,5 %	4,5 %
Produits laitiers, œufs et miel	263,7	225,5	- 14,5 %	3,2 %
Viandes et abats comestibles	185,9	163,6	- 12,0 %	2,3 %
Préparations alimentaires diverses	170,7	192,1	12,5 %	2,7 %
Graisses, huiles et produits	148,4	133,7	- 9,9 %	1,9 %
Graines et fruits oléagineux	134,6	135,7	0,8 %	1,9 %
Résidus alimentaires et aliments pour animaux	108,2	128,4	18,6 %	1,8 %
Plantes vivantes et produits de la floriculture	66,1	64,9	- 1,8 %	0,9 %
Céréales	95,8	61,1	- 36,3 %	0,9 %
Animaux vivants	52,1	42,1	- 19,2 %	0,6 %
Produits de minoterie	22,8	21,7	- 5,2 %	0,3 %
Autres produits d'origine bioalimentaire	368,5	396,7	7,7 %	5,6 %
TOTAL BIOALIMENTAIRE	7 103,3	7 037,3	- 0,9 %	100,0 %

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec; estimations et compilation du MAPAQ.

Réalisation

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Sous-ministériat à la transformation et aux politiques bioalimentaires
Direction de la planification, des politiques et des études économiques

Coordination

Félicien Hitayezu, directeur adjoint
Carol Gilbert
Laurence Morin-Rivet

Recherche et rédaction

Yvon Boudreau
Carol Gilbert
Stéphanie Keable
Stéphane Lacharité
Laurence Morin-Rivet
Josée Robitaille
Yvon St-Amour
Ricardo Vargas

Autre collaboration

Direction des politiques commerciales et intergouvernementales
Sous-ministériat aux pêches et à l'aquaculture commerciales

Révision linguistique

Isabelle Tremblay (Des mots et des lettres)

Conception graphique

Direction des communications

Photographies

Éric Labonté, Direction des communications
Freepik.com

© Gouvernement du Québec

Dépôt légal : 2018
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN 978-2-550-81513-6 (imprimé)
ISBN 978-2-550-81514-3 (PDF)

